Mémorandum du M5-RFP et la sortie de crise au Mali : « Ce mémorandum est une piste de négociation parce qu'on ne peut nier l'état actuel du pays»

MALI

640

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 07 JUILLET 2020

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

IBK une semaine d'échecs et de déceptions

Crise sociopolitique : IBK manipulé par sa majorité

Crise sécuritaire au plateau dogon : Le mouvement Baguinè-So s'indigne et accuse

LIBÉREZ L'HONORABLE SOUMAÏLA CISSÉ !

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Sommaire «

Une

IBK : une semaine d'échecs et de déceptions P.4

Brèves

Contribution : Pour qui sonnera le glas? P.11
RDC : Un drapeau d'une République imaginaire du Sud-Kivu énerve en haut lieu P.11
Mali : Le président Ibrahim Boubacar Keïta propose un gouvernement d'union nationale P.12
Crise au Mali : Les opposants au président Ibrahim Boubacar Keïta durcissent le ton P.13

Actualité

Office du Niger : Des mesures coercitives pour une gestion saine et efficace des baux P.15
La Santé Psycho Educative : « Tous les enfants ont droit à l'éducation » P.16
Massacre des civils au pays dogon : Des associations et mouvements dénoncent « la mauvaise foi » de l'État P.17
Marimpa Samoura à propos des difficultés de la CENTIF : «Les dossiers communiqués à la justice par la Centif aboutissent rarement. La plupart des gens jugés, dont de gros poissons, sont purement et simplement relâchés ». P.19
Lutte contre la Covid-19 : Dr Daffa Djénéba Keita et sa famille offrent des kits sanitaires au gouvernement P.20

Politique

Crise sociopolitique : IBK manipulé par sa majorité P.21
Maître Alassane Aldior Diop : De « La République des voleurs et des flibustiers » à la République de Cocagne : celle de tous les plaisirs et jouissances . P.22
Mouvement du 05 juin : Refus d'une catastrophe annoncée ! P.23
Les responsables du Mouvement Espoir Mali Koura face à la presse : « Il n'y a aucune fissure au sein du M5-RFP » P.24
Lettre Ouverte à Monsieur le President de la République Du Mali : Excellence Monsieur le Président de la République P.26
Pour éviter les crises post-électorales au Mali : La Cocem suggère d'aller urgemment vers des réformes électorales et politiques consensuelles et inclusives P.26
Crise sécuritaire au plateau dogon : Le mouvement Baguinè-So s'indigne et accuse P.27
Illégitimité des institutions : Une anomalie pour la démocratie ? P.28
Mémorandum du M5-RFP et la sortie de crise au Mali: « Ce mémorandum est une piste de négociation parce qu'on ne peut nier l'état actuel du pays» P.30

Culture & société

Découverte : Independence Dougnon, entre mode et art P.32

International

Côte d'Ivoire : La vieille garde ne veut rien lâcher P.33
Sénégal : Réunion d'urgence de la Commission de Discipline de l'APR, sur ordre de Macky Sall P.34

Sport

Aigles dames du Mali : Yakaré change de club P.35
Fédération malienne de football : Le cri de cœur du président Touré pour le football malien P.36

P.11

P.19

P.24

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef :** Amadou TALL
- **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant :** Moctar Sow
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** AZIA Bénédicte

IBK : une semaine d'échecs et de déceptions

A son âge et avec sa santé fragile, le président IBK aurait espéré une semaine plus calme, moins jalonnée de déconvenues et de déceptions que celle qu'il vient de vivre.

Tout commence le mardi 30 juin quand, toutes sirènes hurlantes, IBK se rend à l'aéroport Président Modibo Keita Bamako-Sénou pour se rendre au sommet du G5 à Nouackchott. Sa délégation est déjà installée dans l'avion et comme d'habitude il fait la revue des troupes, prend congé de son Premier ministre et s'installe à bord de l'avion présidentiel qui met du temps avant d'entamer le roulage sur la piste. Le Président est alors informé d'un incident technique : la porte de l'avion ne se referme pas après de nombreuses mais vaines tentatives. Et pourtant 48 heures avant le voyage, des vols d'essais effectués n'avaient révélé aucune anomalie. Il fallait tous débarquer et trouver un avion de remplacement. Un coucou de location a immédiatement été affrété. Mais demeurait une question après que la thèse du sabotage ait été écartée : cette panne était-elle un signe prémonitoire de fin de règne ? Les commentaires et commérages se poursuivent encore sur ce thème.

Ce qui est sûr, le président de la République n'en était qu'au début de ses peines et soucis de la semaine. En effet à Nouakchott, il a été réprimandé comme un élève pris en faute dans une Cour de récréation. Bien sûr, c'est en des termes toujours choisis que ces choses sont dites mais elles ont été dites y compris dans le communiqué final qui a évoqué des retards dans la mise en œuvre du processus de Désarmement Démobilisation Réintégration (DDR) et du retour des premières unités des Forces armées maliennes reconstituées (FAMAR) au Nord, qui reste cependant à finaliser à Kidal et déploré des progrès insuffisants sur les volets politique, institutionnel et de développement. Il est plutôt rare qu'un Chef d'Etat soit ainsi sermonné par ses pairs au cours d'un sommet. Mais IBK a été surtout sermonné sur sa gestion de la crise au Mali et sommé de trouver sans délai une solution sur la base de la feuille de route de la CEDEAO. En clair les tripatouillages électoraux et le rôle trouble de la Cour constitutionnelle ont été reconnus et décriés. D'autres reproches, qui recoupent dans leurs grandes lignes le diagnostic posé par le M5-RFP ont été faits au président malien. Honteux et confus, comme dans la fable de la Fontaine, IBK promit qu'on ne l'y reprendrait plus et qu'il allait accélérer la cadence des reformes. Saura-t-il le faire ? Voudra-t-il le faire ? Quelle humiliation !

De retour de Nouakchott ou son avion, finalement dépanné l'avait rejoint (encore une dépense de prestige inutile) IBK s'est tout de suite livré à ses sports favoris : diviser pour régner et corrompre. Car on le sait le virus de la corruption est pire que le coronavirus : il s'installe à vie. IBK a donc promptement convié l'imam Mahmoud Dicko à un entretien, non pas pour parler du Mali et des pistes de sortie la crise, mais pour l'appâter avec des propositions qui frisent l'irrespect et la désobligeance. Refus clair, net et sans ambiguïté de l'imam qui, au sortir de l'audience s'est contenté de généralités face à la presse « **Je suis venu, on a parlé. On a parlé de tout ce qui concerne cette crise et du pays de façon générale. Je pense qu'avec la volonté de tout un chacun et toutes les parties concernées nous allons Inch'Allah**

trouver la solution. Mon rôle d'imam, je l'ai dit, m'oblige vraiment à être quelqu'un qui considère toujours la paix comme étant pour moi l'essentiel. La paix dans notre pays, la paix dans la sous-région et la paix dans le monde. Et je pense que chacun doit faire violence sur soi pour qu'aujourd'hui nous puissions se parler, se dire des vérités mais dans le respect et la courtoisie ».

IBK, qui a toujours un tour dans son sac a mis ses alliés des Familles fondatrices de Bamako sur le dos de l'imam Dicko. Qui, contraint et forcé a finalement narré toute la scène « **j'ai rencontré le Président de la République, Ibrahim Boubacar KEITA (IBK) dès son retour de Nouakchott. IBK m'a demandé d'abandonner la lutte, de quitter le M5-RFP. Et il m'a proposé des départements ministériels et autres privilèges. J'ai refusé en lui disant qu'il ne s'agit pas d'une question de départements ministériels ou de privilèges. Je ne suis ni intéressé par des postes ministériels ni de privilèges : je resterai Imam. Il s'agit de la vie de la Nation. Il s'agit du Mali. IBK m'a dit que c'est par estime pour moi (Imam) qu'il n'a pas encore formé son Gouvernement et non parce que le M5-RFP fait des manifestations. En termes clairs, IBK n'a toujours pas compris son Peuple.** »

Après ce troisième camouflet IBK se résolût enfin à rencontrer le M5-RFP qui, contrairement à certaines déclarations n'avait pas envisagé de ne pas se rendre à cette invitation. En revanche le format de la délégation que voulait imposer le protocole de la République a été refusé. IBK, manifestement continuait à croire à la magie des portefeuilles ministériels exhibés avant de se heurter à un bloc de granit pour lequel seul le Mali importait. D'ailleurs Me Mountaga TALL, un des membres importants du M5-RFP a, par une ironie dont il détient le secret, mis un terme à ce débat dans un tweet du 06 juillet « **Il parait que "IBK menace de former un nouveau gouvernement sans le concours du M5-RFP". Enfin un point d'accord entre les 2 camps : le M5-RFP a déjà déclaré qu'il n'était ni demandeur ni preneur de ce gouvernement. Avancer à reculons devient un véritable sort national.** »

Clap de fin pour une semaine pour le moins horrible. En latin de IBK « Septem horribilis ».

KARAMOKO B KEITA

JUS.CD

CYBERCRIME
Un cybercrime est une « infraction pénale susceptible de se commettre sur ou au moyen d'un système informatique généralement connecté à un réseau ».
Il s'agit donc d'une nouvelle forme de criminalité et de délinquance qui se distingue des formes traditionnelles en ce qu'elle se situe dans un espace virtuel, le « cyberespace ». Depuis quelques années la démocratisation de l'accès à l'informatique et la globalisation des réseaux ont été des facteurs de développement du cybercrime.
Types d'infractions
On peut alors aujourd'hui regrouper la cybercriminalité en trois types d'infractions :
les infractions spécifiques aux technologies de l'information et de la communication : parmi ces infractions, on recense les atteintes aux systèmes de traitement automatisé de données, les traitements non autorisés de données personnelles (comme la cession illicite des informations personnelles), les infractions aux cartes bancaires, les chiffrements non autorisés ou non déclarés ou encore les interceptions ;
les infractions liées aux technologies de l'information et de la communication : cette catégorie regroupe la pédopornographie, l'incitation au terrorisme et à la haine raciale sur internet, les atteintes aux personnes privées et non aux personnages publics, les atteintes aux biens ;
les infractions facilitées par les technologies de l'information et de la communication, que sont les escroqueries en ligne (cyberarnaques), le blanchiment d'argent, la contrefaçon ou toute autre violation de propriété intellectuelle.

IN DUBIO PRO REO (Bénéfice du doute)
Le bénéfice du doute est un principe général de procédure pénale. Il enjoint au juge ou au tribunal de prononcer une relaxe ou un acquittement si une incertitude persiste sur les faits objet des poursuites, ou sur la réalisation des conditions de l'infraction, ou encore sur la participation des personnes mises en cause.
Cette notion est en lien avec le principe de présomption d'innocence, sans que les deux concepts soient identiques (le bénéfice du doute étant une application concrète, sur le plan procédural, du principe de présomption d'innocence).

Maliweb.net

www.maliweb.net Après une divergence de point de vue entre les membres de la Majorité présidentielle sur la méthodologie à adopter pour soutenir le Président de la République, il nous a été donné de constater que certains barons ont quitté déjà le navire et d'autres ont suspendu leur participation au prochain gouvernement. Pour ne rien arranger, c'est [...] www.maliweb.net

Amkoulel Senonke

Après nos recoupements nous avons pu trouver des éléments tangibles sur ce qui s'est réellement passé aujourd'hui le 5 juillet 2020 à Nema wakambe et kourkanda dans la commune de Tori, Nema Wakambe est dans commune de Sokoura :

Il faut préciser qu'il n'y a pas eu d'attaque contre le village de Kourkanda mais plutôt c'est les chasseurs de ce dit village et d'autres éléments de Dana ambassagou qui voulaient lancer une attaque contre le village peul de Nema Wakambe comme d'habitude, s'est ainsi face à la résistance des villageois qu'ils ont fait appel l'armée basé à Sokoura pour inventer une attaque qu'ils ont eux même commis. L'armée dans son rôle de protecteur de la population elle a été sur lieu. Mais à la grande surprise elle a arrêté une dizaine de jeunes peuls de Nema et Bahabe (les villages Peuls de Diallassagou qui se retrouvent tous à Wakambe actuellement), suite à l'arrestation les chefs de villages de : Boundouherou, Dianweli et Nema ont voulu savoir les raisons de leur arrestation et l'armée les a aussi arrêtés. Jusqu'à présent nous sommes sans leur nouvelles d'eux et on s'inquiète pour leur sort.

Togola Drissa

Conseil à tous les motocylistes. Portez vos casques. Un véhicule ma cogné ce matin c'est le casque qui ma sauvé. C'était fini pour ma tête car, je suis tombé dessus. Que Dieu nous preserve des mauvais conducteurs très nombreux en circulation.

Awa Sylla

Libérez SOUMAILA CISSÉ.

Seydou Oumar Traoré

SESSION INAUGURALE DE FORMATION A LA RADIO BAOULÉ FM
C'est parti depuis ce matin pour une semaine de formation des jeunes sortants des écoles supérieures qui souhaitent embrasser le métier de journalisme et d'animation radio.
Nous souhaitons donner la chance à la jeunesse d'apprendre les bases de la pratique radio.
La formation qui durera une semaine est financé sur fond propre.
Bonne chance aux participants.

Moussa Nouhoum Guindo

Pour la première fois, j'ai apprécié en toute honnêteté la décision politique courageuse du président Mara sur crise.

PINAL

Crise Peulh - Dogon
La position de l'armée aurait fortement contribué ruptures sociales entrés les deux communautés, car elle est partisane.

RFI

Le mouvement Black Lives Matter prend de l'ampleur aussi en Australie où la dénonciation des violences policières trouve un très fort écho au sein de la communauté aborigène. Une manifestation a rassemblé plusieurs milliers de personnes dimanche à Sydney.

Bennchico Savadogo

Certaines personnes dans ta famille feraient des km pour t'entterer, mais ils ne traverseraient même pas la rue pour t'aider tant que tu es en vie.Dieu veille

Kany Keita

Lancements des activités des OSC se poursuivent après le cercle de Bafoulabé, l'équipe du projet Migration s'est rendu aujourd'hui ,lundi 06 juillet 2020 à Kita dans la commune de Djidian pour un atelier de lancement des activités de l'Initiative Migration et Développement(IMIGRAD). Les actions de sensibilisation de IMIGRAD vont se dérouler dans les communes de Djidjian et Boudofo pour une période de 3 mois.

Paul Diarra

Barack Obama a pris sa retraite à 55 ans, après avoir présidé les États-unis;
Donald Trump est devenu président des États-unis à 70 ans;
Hong Kong est en avance de 6 heures sur Paris mais cela ne rend pas Paris plus lent ni moins développé;
Certains ont obtenu un master à 22 ans mais ont attendu 5 ans pour pouvoir décrocher un job; d'autres sont devenus PDG à 25 ans et sont morts à 50 ans.
Sache que chaque personne réalise sa propre course, à sa propre allure. N'envie personne et ne te moque de personne.
Tu n'es pas en avance
Tu n'es pas en retard
Tu es à ton heure.

Même un faiseur de thé devant sa porte est devenu Docteur en science politique, ou politologue.
Source: Débat Politik

EDUCATION | SUBVENTION | PROMESSE TENUE : Plus de 18 millions de francs CFA pour réhabiliter de l'école de la cathédrale.
Suite à sa visite effectuée à l'école de la cathédrale pour sa traditionnelle montée des couleurs le lundi 10 février 2020, cérémonie qu'il aurait délocalisé à l'école de la cathédrale au lieu de la Primature comme à d'habitude.
Au cours de cette visite, le premier ministre a accordé une subvention exceptionnelle de plus de 18 millions de francs pour des travaux réhabilitation de l'établissement et améliorer ainsi les conditions de vie des élèves et enseignants.
Une demande spontanée effectuée par le directeur de l'école et immédiatement pris en charge par le chef du gouvernement.
L'argent aurait été versé sur le compte bancaire de l'archevêché, instance morale de l'école.
Source : École de la Cathedrale.

Suivi des avions en opération : MALIAN AERO COMPANY OFFRE DU MATÉRIEL à L'ARMEE DE L'AIR
Dans le cadre du soutien aux FAMa, le Président Directeur Général de Malian Aéro Company (MAC), Monsieur Abdoulaye Diawara a offert un lot de quinze (15) traqueurs GPS de model Spidertracks 9, d'une valeur de dix-huit (18) millions de nos francs, à l'Armée de l 'Air.
Ces appareils permettront au commandement militaire de localiser en permanence, avec précision, la position exacte des aéronefs en opération.
La remise officielle dits appareils a eu lieu le vendredi 3 Juillet 2020 dans les locaux de la société Malian Aéro Company size à l'Aéroport International Président Modibo Keita de Sénou. C'était en présence du General de Brigade Souleymane Doucoure, Chef d'Etat-Major de l'Armée de l'Air et de Monsieur Abdoulaye Diawara, Président Directeur Général de Malian Aéro Company (MAC).

#AGUEL_HOC | FAMAs : La nation reconnaissante!
Au mois de mars dernier, le Premier ministre, Dr Boubou Cissé et sa délégation se sont rendus au camp des FAMAs de Aguel'Hoc afin de se recueillir sur les tombes des soldats, sous-officiers et officiers tombés sur le champ de l'honneur lors de l'attaque barbare perpétrée contre les positions des FAMAs en 2012 et ayant fait plus d'une centaine de morts.
A la fin du recueillement, le Premier ministre a instruit au gouverneur de la région d'ériger au-dessus des sépultures, un monument à la

mémoire du capitaine BAD et de ces hommes, morts vaillamment pour que resiste la république.
« Le peuple malien tout entier leur sera éternellement reconnaissant pour leur sacrifice ultime ». Et le gouvernement fera tout pour perpétuer leur mémoire » a assuré le Dr Boubou Cissé et aujourd'hui c'est chose faite.
Le premier coup de pioche a été donné.#AGUEL_HOC | FAMAs : La nation reconnaissante!
Au mois de mars dernier, le Premier ministre, Dr Boubou Cissé et sa délégation se sont rendus au camp des FAMAs de Aguel'Hoc afin de se recueillir sur les tombes des soldats, sous-officiers et officiers tombés sur le champ de l'honneur lors de l'attaque barbare perpétrée contre les positions des FAMAs en 2012 et ayant fait plus d'une centaine de morts.
A la fin du recueillement, le Premier ministre a instruit au gouverneur de la région d'ériger au-dessus des sépultures, un monument à la mémoire du capitaine BAD et de ces hommes, morts vaillamment pour que resiste la république.
« Le peuple malien tout entier leur sera éternellement reconnaissant pour leur sacrifice ultime ». Et le gouvernement fera tout pour perpétuer leur mémoire » a assuré le Dr Boubou Cissé et aujourd'hui c'est chose faite.
Le premier coup de pioche a été donné.

Maître Cheick Oumar Konaré

Alassane Keita

Des esprits malintentionnés veulent me mêler à une brève rencontre organisée à Koulouba par IBK et le M5 où je n'ai fait qu'une très brève apparition et dont je n'étais chargé ni du menu ni de la liste des invités. Mon engagement pour le Mali et le peuple malien demeure entier.

CMAS de l'imam Mahmoud DICKO

Assemblée Générale de la jeunesse demain mardi, 07 juillet 2020, au siège de la CMAS à 15h30mn.

Mobilisation Générale en cours de Kayes à Kidal !
Quel Peuple !!!
Fierté.

Maliens et maliennes !
Ayi Wili !
Debout pour le Mali
Demeleaks
Ibk ment avec un aplomb extraordinaire dixit Amadou N. Diallo.

CINEM COM

COMMUNIQUE DE LA PRESIDENCE
Poursuivant ses échanges avec les parties prenantes dans le cadre de l'apaisement de la situation politique, le Chef de l'État a reçu cet après-midi une forte délégation du M5-RFP.
Le Chef de l'État s'est félicité de la présence quasiment de tous les membres de l'équipe stratégique du M5, et a déclaré que "cette présence en soi est une victoire du Mali", un acte de foi qui convainc de la singularité de notre peuple". Le Chef de l'État a ensuite précisé qu'il a pris connaissance des doléances du M5 à travers le mémorandum qui lui a été remis: "Je respecte les positions exprimées par vous et là-dessus, je vous invite à continuer et approfondir les échanges avec la majorité présidentielle".
Apaiser la crise actuelle et obtenir la libération de notre frère l'honorable Soumaila Cisse sont ses priorités du moment, a affirmé le

Président de la République. Le Chef de l'État a également renouvelé l'invitation au M5 d'intégrer le gouvernement d'union nationale qu'il propose et qui ne saurait être retardé plus longtemps, a t-il averti.
Prenant la parole au nom du M5, Choguel Kokalla Maiga a remercié le Chef de l'État pour l'initiative de la rencontre. "Nous ne pouvions pas ne pas venir, a t- il dit avant de poursuivre que le M5 consultera ses bases et fera parvenir sa réponse au Chef de l'État.
La rencontre a débuté et s'est achevée dans une grande courtoisie.
Koulouba, le 5 juillet 2020

Gouvernement d'union nationale: le M5-RFP refuse tout contact concernant la formation du gouvernement et prépare la sortie du 10 juillet.

Dêbô Poulô Jallôh

Le combat Diko est partagé par des chrétiens, des animistes, des musulmans de tout bord ayant en commun le #MALI.

Africa24 TV

#Mali, Le président est à la recherche de solutions pour résoudre la crise politique au Mali. Ibrahim Boubacar Keïta a reçu samedi à Bamako des représentants de partis de sa majorité avec qui il a évoqué la formation d'un gouvernement d'union nationale pour engager des réformes

Fahad Ag Almahmoud

Les combattants du MNLA ont engagé samedi une tentative de provocation contre l'armée en organisant une manifestation devant leur caserne situé à Kidal, selon une source de l'armée malienne.
« Nous sommes assaillis par les bandits armés qui viennent jusqu'au mur d'enceinte de notre camp d'accueil pour proférer des insanités contre le Mali et son armée. Ils sont plus d'une centaine d'éléments incontrôlés et armés qui s'agitent. La petite unité béninoise demeure impuissante et la force française nous conseille de ne pas répondre à leur provocation. C'est vraiment désolant », a déclaré un membre de l'armée malienne joint au téléphone. On entendait lors de la communication téléphonique les bruits de crépitements d'armes.
« C'est la force française qui effectue des tirs de sommation pour les dissuader, mais certains combattants sont aussi en train d'effectuer de tirs en l'air. Nous sommes bloqués dans l'enceinte du camp, sans aucun moyen robuste de riposte », a souligné la même source.
Une délégation de responsables militaires de la force Serval, la Minusma et de l'état-major des armées du Mali a quitté Bamako vers 10 h 00 pour se rendre à Kidal, en vue d'évaluer l'ampleur de la situation.
Source: Agence de presse Xinhua

Moussa Mara

Il portera seul la responsabilité de ce qui arrivera de fâcheux les prochains jours si des décisions courageuses et vigoureuses n'étaient pas prises dans le sens d'une réponse concrète et pertinente aux doléances du M5 RFP ainsi que le communiqué de la mission de la CEDEAO.

Au contraire ! En ne formulant aucune proposition concrète dans le sens de la réponse aux souhaits du Mouvement M5 RFP ou encore aux suggestions faites par la mission de la CEDEAO le 19 juin dernier, Le Président IBK a envoyé un très mauvais message à ses interlocuteurs.

mountagatall

Il parait que "IBK menace de former un nouveau gouvernement sans le concours du M5-RFP". Enfin un point d'accord entre les 2 camps : le M5-RFP a déjà déclaré qu'il n'était ni demandeur ni preneur de ce gouvernement. Avancer à reculons devient un véritable sort national.

L'indépendant

ECHEC DES RENCONTRES ENTRE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, MAHMOUD DICKO ET LE DIRECTOIRE DU M5-RFP

IBK menace de former un nouveau gouvernement sans leur concours

Ses interlocuteurs appellent à «un grand rassemblement» le 10 juillet prochain P4

Contribution : Pour qui sonnera le glas ?

J'ai appris avec consternation l'échec des échanges entre le Président la République et le Mouvement M5-RFP ce 5 juillet 2020. Les répercussions de cet échec pourraient être l'installation d'une instabilité politique chronique qui n'aura pas eu son pareil dans la jeune histoire de notre démocratie.

Les démarches engagées par la CEDEAO soutenues par l'Union africaine, l'Union Européenne, les Nations Unies et même par la France, auront été vaines. Aucune de leurs propositions n'aura été acceptée.

Le Président de la République aurait renvoyé le M5-RFP à la majorité présidentielle, qui, elle-même, n'est détentrice d'aucune autorité publique.

Les deux parties se sont tourné le dos sans aucune concession. Ce qui nous renvoie à la position de départ.

Pour qui une telle situation est-elle avantageuse ? Pas pour le pays en tout cas!

A quelque chose malheur est bon. L'échec des échanges consolide les rangs de M5-RFP, qui commençaient à se lézarder du fait du refus d'une partie du mouvement de s'engager dans les discussions avec le pouvoir.

Le M5-RFP pourrait unanimement revenir à sa position de départ demandant le départ pur et simple du régime.

Si tel est le cas, il ne se trouvera plus personne, ni à l'interne ni à l'extérieur pour soutenir une quelconque négociation.

Chaque camp va désormais se retrancher sur ses positions et essayer de rassembler le maximum de soutiens au sein de l'opinion.

Les positions se sont cristallisées, la confiance ne règne plus.

Que reste-t-il dès lors? Les rapports de force semblent être l'alternative.

C'est de là que s'installera l'instabilité.

Le M5-RFP misera désormais sur sa capacité de mobilisation.

Le pouvoir, lui, va utiliser son épouvantail de dissuasion.

Qui peut prédire l'aboutissement d'un tel scénario? Je n'ose même pas y penser. Que Dieu nous en préserve.

Nos partenaires vont-ils laisser s'installer un tel état d'instabilité? Non! Car cela pourrait réduire à néant leurs efforts et les sacrifices qu'ils ont consentis pour sortir notre pays de l'impasse.

A défaut de cette intervention, l'épreuve de force va s'engager. Le pays n'en sortira pas indemne.

Il faut savoir raison garder! Il faut se faire des concessions mutuelles sans perdre la face, pour l'amour de notre pays. L'orgueil nous mènera droit dans le mur!

J'ai écrit ceci et je l'offre comme contribution.

Bamako, le 5 juillet.2020

Cheick Sidi Diarra

RDC : Un drapeau d'une République imaginaire du Sud-Kivu énerve en haut lieu

Mardi dernier, jour anniversaire de l'indépendance, l'emblème d'une certaine République du Kivu a été déployé dans la province du Sud-Kivu. Consternation du président Félix Tshisekedi qui s'est indigné alors que sont déployés des efforts pour cimenter l'unité nationale. Deux bandes parallèles jaune et bleu séparées par une autre bande noire, ce drapeau est frappé, au milieu, d'une étoile blanche. Pour le président Félix Tshisekedi, c'est une plaisanterie de mauvais goût. Ses auteurs sont inconnus mais ils doivent être retrouvés et traduits en justice, a-t-il-dit. Suite à la publication, sur les réseaux sociaux, d'une liste des membres gouvernement de l'inexistante République du Kivu, certaines personnalités ont crié à la provocation.

Marcellin Chissambo, proche de Kabila et ancien gouverneur du Sud-Kivu, nie toute implication. De cette structure il ne sait rien mais affirme avoir été informé par quelqu'un qui se trouve dans un pays voisin quelques jours avant la publication.

Pour le prix Nobel Denis Mukwege, c'est un piège qui cache mal une énième tentative de démembrement de la RDC. Et d'ajouter que ses auteurs seraient les mêmes qui, depuis 25 ans, en complicité avec les forces étrangères, imposent aux populations congolaises des guerres et des souffrances insupportables.

Cité lui aussi dans l'équipe, Antipas Mbussa Nyamuisi, ancien ministre des Affaires étrangères, parle des manœuvres de ceux qui « ont installé l'insécurité dans le Nord et le Sud-Kivu, y compris en Ituri ». Il ajoute lui aussi que ces gens ont pour projet la déstabilisation du pays.

D'autres personnes affirment que les frustrations sont très nombreuses dans cette région.

COMMUNIQUE

Le Parti YELEMA le changement est déçu par les conclusions de la rencontre du dimanche 5 juillet 2020 entre le Président de la République et les responsables du Mouvement M5 RFP.

Cette rencontre, sollicitée par le chef de l'Etat, n'a permis aucune avancée vers la sortie de crise. Au contraire ! En ne formulant aucune proposition concrète dans le sens de la réponse aux souhaits du Mouvement M5 RFP ou encore aux suggestions faites par la mission de la CEDEAO le 19 juin dernier, Le Président IBK a envoyé un très mauvais message à ses interlocuteurs.

Le Parti YELEMA le changement invite le Chef de l'Etat à se ressaisir et à mesurer la profondeur de la crise qui fait écho à la très grande exaspération de nos compatriotes. Il portera seul la responsabilité de ce qui arrivera de fâcheux les prochains jours si des décisions courageuses et vigoureuses n'étaient pas prises dans le sens d'une réponse concrète et pertinente aux aspirations contenues dans les doléances du M5 RFP ainsi que le communiqué de la mission de la CEDEAO.

Le Parti YELEMA le changement invite le cadre de médiation nationale des organisations confessionnelles et de la société civile à s'investir rapidement pour que des solutions soient conclues entre les parties avant le vendredi 10 juillet 2020.

Bamako le 06 Juillet 2020.

Président

Moussa MARA

COMMUNIQUE

Le Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) se rappelant ses responsabilités en ces moments critiques, et tenant compte des nombreuses sollicitations nationales et internationales, dont celles de l'Imam Mahmoud DICKO, a rencontré ce jour 5 juillet 2020 le président de la République Ibrahim Boubacar KEITA, pour envisager les solutions de sortie de la crise, dont lui-même et son régime sont les seuls et uniques responsables.

Lors de cette brève rencontre, Monsieur Ibrahim Boubacar KEITA a continué à faire la sourde oreille et preuve de mépris envers le Peuple malien. En effet, M. KEITA a royalement ignoré toutes les demandes et mesures contenues dans le «Mémorandum» du 30 juin 2020, en renvoyant le M5-RFP à sa «majorité présidentielle» qui ne dispose d'aucun pouvoir et pour laquelle lui-même n'a, d'ailleurs, ni respect ni considération.

En conséquence, le M5-RFP réaffirme, plus que jamais, sa détermination à obtenir, par les voies légales et légitimes, la démission pure et simple de M. Ibrahim Boubacar KEITA et de son régime, sauf application intégrale du «Mémorandum» ci-cité.

Le M5-RFP rappelle le Peuple malien à une plus forte mobilisation le vendredi 10 juillet 2020 et jours suivants, sur l'ensemble du territoire national et dans la Diaspora, pour l'aboutissement intégral de son juste combat pour la survie du Mali et le bonheur des Maliens.

Bamako, le 05 Juillet 2020.

Pour EMK / Cheick OumarSISSOKO
Pour la CMAS / Issa Kaou N'DJIM
Pour le FSD / Choguel K. MAIGA

Mali : Le président Ibrahim Boubacar Keïta propose un gouvernement d'union nationale

Le président malien est à la recherche de solutions pour résoudre la crise politique au Mali. Ibrahim Boubacar Keïta a reçu samedi à Bamako des représentants de partis de sa majorité avec qui il a évoqué la formation d'un gouvernement d'union nationale pour engager des réformes.

Devant les représentants de sa majorité politique, le chef de l'État malien a pris la parole pendant 50 minutes samedi. Ibrahim Boubacar Keïta s'est dit totalement ouvert au dialogue. Il propose un gouvernement d'union nationale pour trouver les solutions à la crise politique actuelle. Ses invités ont approuvé.

Tiéman Hubert Coulibaly, ancien ministre malien des Affaires étrangères, qui dirige un regroupement de partis poids lourds de la majorité présidentielle, raconte l'entretien : « Le président de la République nous a donné son point de vue, sachant qu'il a fait une offre de gouvernement d'union nationale en proposant à l'ensemble des sensibilités politiques de se retrouver au sein de cet exécutif-là afin de conduire les réformes nécessaires pouvant éviter à notre pays des épisodes similaires. »

Des réformes nécessaires à la sortie de crise

Aucun sujet ne sera tabou, préviennent les uns et les autres, et il y en a plusieurs : les réformes nécessaires pour sortir de la crise, l'avenir de la Cour constitutionnelle qui marche désormais avec des béquilles – au moins quatre des neuf sages ont déjà présenté leur démission –, et le cas de l'Assemblée nationale où l'élection de 31 députés repêchés par la Cour constitutionnelle après avoir été déclarés battus lors de la proclamation des résultats provisoires par le ministère malien de l'Administration territoriale.

Source RFI

Crise au Mali : Les opposants au président Ibrahim Boubacar Keïta durcissent le ton

Le président malien Ibrahim Boubacar Keïta, pour dénouer la crise politique qui secoue son pays, a rencontré ce dimanche à Bamako une délégation de l'opposition regroupée au sein du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques. S'il s'est félicité de cette rencontre, ses hôtes ont tenu immédiatement après une réunion pour marquer leur déception et même durcir le ton.

Après l'imam Mahmoud Dicko, samedi, le chef de l'État a reçu dimanche des représentants de la coalition du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques coalition, qui rassemble responsables religieux et personnalités de la société civile et du monde politique. Depuis juin, ce mouvement a fait descendre dans les rues de la capitale des dizaines de milliers de personnes opposées au pouvoir en place. Selon la présidence, ces concertations ont pour but de décrisper la situation politique. Et pour le président malien, la rencontre en soi est une victoire pour le Mali. Le communiqué officiel diffusé à l'issue de la réunion poursuit, qu'au cours de l'entrevue, le chef de l'État a réitéré à ses hôtes sa volonté de les voir représenter au sein du futur gouvernement d'union nationale. Quid du mémorandum, que le Mouvement du 5 juin lui a adressé ? Il a invité ses interlocuteurs à engager à ce sujet des échanges avec la majorité présidentielle.

Nouvelle manifestation ce vendredi

Du côté des opposants, la lecture de la rencontre est tout autre. Ils estiment que le président IBK a ignoré leurs demandes contenues dans le mémorandum, notamment la nomination d'un Premier ministre de pleins pouvoirs issu de leurs rangs pour redresser le pays. L'opposition durcit même le ton en exigeant à nouveau la démission du chef de l'État alors que cette revendication ne figurait plus dans leurs revendications et n'était plus présente dans le mémorandum.

Et comme si les responsables du Mouvement du 5 juin voulaient à nouveau montrer leurs muscles, ils annoncent une nouvelle manifestation ce vendredi.

Source: RFI

Communiqué de Presse

Depuis quelques jours, des supputations vont bon train sur des réseaux sociaux sur un prétendu licenciement, par la Direction Générale de la CANAM, de quelques 460 agents en service dans un certain nombres de structures sanitaires.

En vue d'une meilleure prise en charge des assurés AMO, la Direction Générale de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie a cru bon de signer un Contrat à durée déterminée (CDD) avec une catégorie d'agents contractuels pour appuyer différentes structures sanitaires à Bamako et dans les régions.

Conformément à la législation en vigueur, il a été notifié à l'ensemble de ces agents d'appuis la fin desdits contrats.

Dans un récent courrier, la Direction Générale de la CANAM a notifié aux structures sanitaires privées que les contrats desdits Agents d'appuis prendront fin à partir du 30 juin 2020.

Cette mesure prise par la Direction Générale de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie est motivée par des contraintes budgétaires.

Selon la réglementation en vigueur, « un contrat de travail à durée déterminée (CDD) n'est possible que pour l'exécution d'une tâche précise et temporaire et seulement dans les cas énumérés par la loi... Le salarié qui signe un CDD s'engage à travailler pendant une période spécifiée au bout de laquelle il devra quitter l'entreprise ».

Dans le cas précis, il s'agissait pour la CANAM d'appuyer temporairement les structures sanitaires dans le cadre de l'Assurance maladie Obligatoire, malgré une recommandation de la Conférence Interafricaine de Prévoyance Sociale (CIPRES) qui a invité dans un de ses rapports d'inspection « la CANAM de mettre fin au contrat des agents contractuels recrutés et installés au sein des espaces AMO des structures conventionnées ». Cette prestation, selon la CIPRES, doit être assurée par lesdites structures.

La Direction Générale de la CANAM sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Le Directeur Général
Mahamane Baby
Bamako, le 06 juillet 2020.

WESTERN UNION WU SM

FOFY® INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUVES

MALISADIO

Santé · Sécurité · Economie

Office du Niger : Des mesures coercitives pour une gestion saine et efficace des baux

L'Office du Niger continue sa mue sous la direction de l'ancien ministre Abdel Karim Konaté dit « Empé ». En effet, conformément au Décret N°2014-0896/P-RM du 12 Décembre 2014 portant gérance des terres de l'Office du Niger, il a été attribué, au 31 décembre 2019, une superficie de 93.331 ha en bail, toutes zones comprises, répartis entre 801 promoteurs. La superficie avec lettre d'accord de principe et les conventions en cours totalisent une superficie de 329 399 ha dont la conclusion des contrats de baux est attendue.

Pour une meilleure gestion de ces baux, il est institué, chaque année, une mission de suivi annuel pour faire le point du niveau d'investissement et d'aménagement de chaque bail et d'en tirer les leçons utiles quant au respect des engagements des contrats. Pour cette année, il a été jugé nécessaire de mettre en place, au niveau de la Direction Générale, une Commission d'approfondissement de l'analyse des constats et d'aide à une prise de décision, rationnelle, équitable et transparente concernant les baux et les lettres d'accord de principe. Les travaux de ladite Commission ont été lancés, le mercredi 01 juillet 2020, dans la salle de réunion de l'Office du Niger, sous les auspices du Président Directeur Général, Abdel Karim Konaté. La nouvelle Commission est présidée par le Chargé de Mission, Djédié FOFANA, assisté d'un autre Chargé de Mission, en l'occurrence Seydou Dembélé.

A ceux-ci, s'ajoutent sept autres membres à savoir : deux représentants de la Direction de l'Aménagement et de la Gestion du Foncier, un représentant de la Direction de la Planification et des Statistiques, un représentant de la Direction de la Gestion de l'Eau et de la Maintenance du Réseau Hydraulique. Ce n'est pas tout, il y a aussi un représentant de la Direction de l'Appui au Monde Rural, un représentant de la Direction Administrative et Financière, un représentant de l'Auditeur interne, et un représentant du Service juridique, dont la mission est d'évaluer la situation des baux sur le terrain et de faire des propositions de redressement.

L'objectif de cette commission est d'évaluer les travaux d'aménagement des terres attribuées en bail dans la zone Office du Niger avec une analyse approfondie des constats et recommandations des différents baux ainsi que les lettres d'accord de principe en vue d'une prise de décision, équitable et transparente. Sa mission consiste principalement à rendre plus exhaustive l'analyse de la situation des lettres d'accord de principe, des baux conformément aux critères consignés dans les contrats de bail. A cet effet, la Commission se proposera de s'entretenir avec les responsables des zones de productions accompagnées des promoteurs de baux, de faire établir la situation exacte des baux sur le terrain, de faire le point de toutes les lettres d'intention et de baux par zone de production.

Aussi, la nouvelle Commission va approfondir et analyser exhaustivement la situation de tous les baux, entièrement et partiellement aménagés dans chaque zone de production. Elle établira, pour chaque bail, la situation des impayés de redevance eau. Sans un protocole d'accord détaillant les modalités de paiement des arriérés et de régularisation des baux, la Commission se resserve le droit de proposer la résiliation de ceux-ci et l'annulation des lettres d'accord de principe. Aussi, elle pourrait envisager des possibilités de redimensionnement des baux partiellement aménagés et résilier les parties non aménagées au profit d'autres demandeurs.

Enfin, notons que la nouvelle Commission travaillera jusqu'au 26 juillet prochain avant de déposer son rapport.

Yama DIALLO

La Santé Psycho Educative : "Tous les enfants ont droit à l'éducation"

L'éducation scolaire des enfants à besoins spéciaux telle est la motivation d'Aminata Kamian, directrice et promotrice de l'école psycho éducatif WILI. Elle nous raconte les enjeux et les avantages de la prise en charge des enfants à besoins spéciaux à travers un entretien.

Pouvez-vous nous présenter brièvement votre structure ?

Animata Kamian : D'abord cette structure est un centre psycho éducatif dénommé WILI. Ouverte depuis 2017, elle est une école privée spécialisée dans l'éducation des enfants à besoins spéciaux. C'est-à-dire, les enfants qui présentent des déficiences mentales modérées telles que les troubles d'apprentissage, du langage, les difficultés de concentration, l'hyperactivité, de même que les enfants autistes et tous ceux qui ont une psychopathologie légère et moyenne. Grâce à une équipe de spécialistes engagés et dynamiques, notre centre offre, à la fois, une prise en charge thérapeutique et une éducation scolaire à ces enfants. Par contre, pour les cas graves, nous ne sommes pas assez équipés pour leur prise en charge, ainsi que les malades mentaux. Notre mission est d'accorder à ses enfants, adolescents ou jeunes adultes, d'être autonomes, de se socialiser, d'être insérés dans une vie communautaire. Au-delà de cet objectif social, nous développons leurs compétences d'apprentissage, etc.

Quelles sont les catégories d'enfants pris en charge ?

A.K : Pour le moment, nous prenons en charge les enfants et les jeunes adolescents qui ont des déficits mentaux légers et moyennes (modérés). Ils peuvent varier de 4 à 21 ans, de tous sexes confondus. Généralement, ces personnes ne peuvent pas suivre le cursus scolaire normal, c'est-à-dire le système d'apprentissage classique, car ce dernier ne correspond pas à leur besoin. Du coup, ils feront l'objet d'un rejet systématique.

De quelles pathologies souffrent-ils et quelles sont leurs caractéristiques ?

A.K : Comme précédemment expliqué, les pathologies de ces enfants sont variées. Chaque enfant est un cas à part. A cet effet, il y a plusieurs pathologies ; essentiellement celles que nous prenons en charge sont : Le trouble d'apprentissage, quand l'enfant n'arrive pas à suivre le rythme d'apprentissage au même titre que les autres camarades. Ensuite, le trouble de langage, soit l'enfant a un bégaiement aigu, soit a même du mal à communiquer. Ce comportement peut ressembler à

de l'autisme mais ils sont différents. Un enfant autiste a une attitude atypique qui se manifeste souvent par un isolement ou une fermeté extrême, un personnage qui vit dans une bulle. Egalement, d'autres ont des troubles de concentration, ou d'agitation vive, ou de brutalité vive avec l'environnement proche. Des enfants peuvent souffrir de retard mental, les IMC, et en retard par rapport à leur âge.

Comment se fait l'éducation de ces enfants à besoins spéciaux ?

A.K : Par rapport aux objectifs à atteindre, nous procédons à la prise en charge des enfants dans notre établissement. Tout commence par une phase d'évaluation de l'enfant. L'enfant est soumis à de multitudes de tests permettant d'évaluer la ou les pathologies dont il souffre. A l'issu de cette première épreuve, s'ensuit les principaux objectifs conjointement fixés par le ou les parents et le centre pour l'enfant. On a, entre autres, un premier processus la socialisation de l'enfant, c'est-à-dire faire qu'il ait un comportement socialement acceptable. Par exemple, apprendre l'hygiène corporelle et tous les gestes conforment à la vie communautaire, etc. La deuxième serait la rééducation de l'enfant. Elle est vitale pour ces enfants à besoins spéciaux. La rééducation est spécifique par rapport au besoin de l'enfant. D'où la présence accrue des spécialistes tels que l'orthophoniste, l'éducateur spécialisé, et même le kinésithérapeute. Chacun intervient dans le procédé de la prise en charge de l'enfant. Enfin, la scolarisation des enfants : au centre WILI, nous scolarisons autant que possible les enfants malgré leur défaut. A travers des exercices variés et variables d'apprentissage, tous nos enfants reçoivent un enseignement adapté à leur situation. A ce niveau, leur intelligence naturelle révèle la capacité intrinsèque de ses personnes différentes. Une stimulation pédagogique de cette partie occultée permettra à ses enfants de vivre une vie normale comme tous les autres.

Est-il possible d'espérer une éducation scolaire de ces enfants au même titre que les autres ?

A.K : A WILI, nous sommes persuadés que tous les enfants ont le droit à l'éducation, mais à une éducation adaptée à leurs besoins. Il ne faut jamais baisser les bras face à un enfant qui présente des besoins spéciaux ; ni les enseignants, ni les parents ne doivent baisser les bras. D'où le nom de notre centre : WILI, qui veut dire "levez-vous, réagissez, par rapports aux enfants en difficulté". Par exemple, les enfants présentant de cas désespérant dans notre établissement, ont montré, au bout de quelques mois, des signes d'amélioration considérable dans leur comportement. A partir du moment où il y a progression, nous estimons que chaque enfant peut incorporer le comportement social et être accepté parmi les autres dans la société.

Quelles sont les difficultés de votre travail ?

A K : La difficulté de notre travail se relève à deux niveaux : la prise en charge et la coopération des parents. En effet, la plus grande difficulté est la diversité des cas de patients. Notre équipe n'a pas tous les équipements adéquats pour la prise en charge de tous ces cas d'enfants spéciaux. Comme tantôt expliqué en réponse à une de vos questions, à cause de ce sous équipement en matériels et des problèmes financiers, nous ne sommes pas à mesure de prendre en charge l'enfant qui présente une anomalie psychique grave comme les débiles mentaux, la folie, etc. Conscient de notre situation, mon école établit un programme adapté au besoin de chaque enfant du mieux qu'il peut, en vue de leur épanouissement avec leurs défauts. Par ailleurs, nous avons souvent un problème de compréhension des parents concernant la maladie de leur enfant. Certains ont du mal à comprendre que le traitement s'effectue en collaboration constante des deux parties.

Quel appel lancerez-vous aux parents d'enfants différents ?

A.K : D'abord, je demande aux parents qui ont un enfant différent d'arrêter de culpabiliser. Pour cela, ils doivent comprendre que l'état de l'enfant est l'œuvre de Dieu. Plus ils acceptent cette explication du fait, plus il serait facile pour eux d'adopter un comportement subtil pour accompagner l'enfant dans sa guérison. Cet individu différent a besoin de passion et d'intérêt comme les autres dits normaux. Afin d'agir pour son intérêt, il doit comprendre cette nécessité. En termes d'action, l'école WILI est une référence pour une meilleure assistance de votre enfant avec des spécialistes dignes de leur talent. Grace aux programmes adaptés, notre centre WILI soutient que tous les enfants ont droit à l'éducation, même les dits anormaux.

Entretien réalisé par Ibrahim Sanogo

Massacre des civils au pays dogon : Des associations et mouvements dénoncent "la mauvaise foi" de l'État

L'éducation scolaire des enfants à besoins spéciaux telle est la motivation d'Aminata Kamian, directrice et promotrice de l'école psycho éducatif WILI. Elle nous raconte les enjeux et les avantages de la prise en charge des enfants à besoins spéciaux à travers un entretien.

Après le massacre de 36 personnes dans les villages de Gouari, Djimdo, Dialakanda, Pangadougou dans le cercle de Bankass, des associations et mouvements des ressortissants du pays dogon: BAGUINE Sô, Jeunesse Ginna dogon et le collectif des associations de jeunes du pays dogon ont dénoncé le manque de volonté de l'État malien à résoudre la crise du centre du Mali. C'était à l'occasion d'une conférence de presse le samedi dernier à la maison des jeunes de Bamako. Les forces du mal ont encore fait parler d'elles dans la région de Mopti, au centre du Mali. Elles ont endeuillé des familles, fait vider 4 villages : Gouari, Djimdo, Dialakanda, Pangadougou en tuant 36 personnes de leurs habitants, rendant ainsi l'agriculture impossible pour ces populations cette année. Les rescapés de cette attaque sont également exposés à la famine, car ils ont tout perdu et ont été contraints à rejoindre les lieux un peu mieux sécurisés.

«Des assaillants sont arrivés aux environs de 16 heures à bord de huit(8) pick-up de l'armée malienne lourdement armés et des dizaines de motos dans ces villages. Ils parlaient, la plupart, la langue peulh et certains d'entre eux ont été même reconnus et identifiés par les villageois. Ils étaient tous habillés en tenue de l'armée malienne dont plusieurs étrangers, selon toujours le témoignage des rescapés », a laissé entendre le secrétaire général du Mouvement Baguinè So, Yacouba Yalcouyé, dans la déclaration. À en croire ses explications, ces forces du mal ont été prises pour les militaires maliens et applaudies par la population, car elles étaient habillées en tenue militaire. «Quand ils sont arrivés dans le village, les populations les ont acclamés croyant que c'est l'armée malienne qui venait à leur protection », explique M.Yalcouyé avant d'ajouter :« Quand ils arrivaient, la population avait cru que c'était l'armée malienne qui venait à leur protection. Mais malheureusement, les minutes qui suivent leur joie se sont transformées en drame, car les visiteurs ont ouvert le feu à la surprise générale de tous ».La plupart des victimes, selon les conférenciers, ont été surprises dans leur champ.

Quant aux auteurs de ces attaques, ils sont, selon Yacouba Yalcouyé, connus. «Ils viennent de la forêt de « Libé » à la frontière burkinabée pour commettre leur forfait et se retrancher dans la même forêt », révèle-t-il.

S'il y a un fait que les associations et mouvements du pays dogon déplorent, c'est le fait que l'armée n'ait pas pu intervenir malgré qu'elle ait été informée à temps.

La mauvaise volonté de l'État dans la résolution de la crise du centre du Mali

Selon les conférenciers, le Gouvernement malien conduit par Dr Boubou Cissé « a la mauvaise volonté de résoudre la crise »de la partie exondée de la région de Mopti. « Nous avons rencontré le Premier ministre et lui avons expliqué la gravité de la situation. Nous avons également rencontré l'état-major afin de demander le déploiement des FAMa dans ces localités. Mais rien n'a été fait. Nous avons compris que nos autorités ont la mauvaise volonté de résoudre cette crise du centre », s'est plaint Adaman Diongo, président du collectif des associations de jeunes du pays dogon. Le député élu à Koro, l'honorable Hamidou Djimdé a abondé dans le même sens. «La crise que nous vivons prend une dimension que nous ne comprenons plus. Cela fait plus de deux ans que nous interpellons les autorités pour qu'elles aient un œil sur le pays dogon. Mais, hélas. La situation s'aggrave», a-t-il déploré. Les conférenciers estiment aussi que leur communauté est lésée même dans la communication de la part de l'État. «Nous dénonçons le traitement sélectif des informations et l'inertie du gouvernement du Mali. Pour nous, tous les Maliens sont égaux », a plaidé Yacouba Yalcouyé.

Les revendications du Mouvement "BAGUINèSô" et les Associations (jeunesse Ginna dogon et le collectif des associations de jeunes du pays dogon)

Après avoir dénoncé les manquements, les conférenciers exigent le limogeage du Premier ministre Dr Boubou par le président de la République SEM Ibrahim Boubacar Keita. Pour eux, le Premier ministre «n'a ni la volonté ni la capacité de sécuriser nos populations ». Ils exigent aussi le déploiement immédiat de l'armée dans toutes ces zones de tensions pour permettre à la population de cultiver et de paitre. Ils lancent, enfin, un appel à toutes les bonnes volontés afin d'aider ces populations victimes.

Boureima Guindo

Marimpa Samoura à propos des difficultés de la CENTIF : "Les dossiers communiqués à la justice par la Centif aboutissent rarement. La plupart des gens jugés, dont de gros poissons, sont purement et simplement relâchés"

Les membres de la Centif qui se battent pour accomplir leur mission sont soumis à des obligations qui, selon des indiscrétions, s'avèrent être des difficultés pour la visibilité des résultats de la Centif. Et Marimpa Samoura de confirmer que les membres de la Centif et leurs correspondants sont tenus au respect du secret des informations recueillies qui ne pourront être utilisées à d'autres fins que celles prévues par les dispositions de la loi.

"Avant d'entrer en fonction, les membres de la Centif prêtent serment devant la juridiction compétente. A ce titre, ils sont soumis aux obligations de confidentialité et de respect de secret professionnel. La divulgation des informations détenues par la Centif est interdite. Elles ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles prévues par les dispositions de la Loi n° 008 du 17 mars 2016 portant Loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Nonobstant les dispositions et sous réserve qu'elles soient en relation avec les faits susceptibles de faire l'objet d'une déclaration de soupçon, la Centif est autorisée à communiquer des informations qu'elle détient à l'Administration des Douanes, des Impôts, du Trésor et aux services de Police judiciaire. Elle peut également transmettre aux services de renseignement spécialisés des informations relatives à des faits qui sont susceptibles de révéler une menace contre les intérêts fondamentaux de la nation en matière de sécurité publique et de sûreté de l'Etat. Elle peut aussi transmettre à l'Administration fiscale, qui peut les utiliser pour l'exercice de ses missions, des informations sur des faits susceptibles de relever de la fraude ou de la tentative de fraude fiscale. La Centif peut également transmettre aux services de l'Etat chargés de préparer et

de mettre en œuvre une mesure de gel ou d'interdiction de mouvement ou de transfert de fonds, des instruments financiers et des ressources économiques, des informations en relation avec l'exercice de leur mission", a fait savoir Marimpa Samoura. Le président de la Centif a révélé que de 2008 à nos jours, son service a produit 55 rapports transmis au Procureur de la République. Et 300 dossiers suspects sont en cours de vérification. Sur les 55 rapports remis au Procureur de la République, seuls 7 ont fait l'objet de jugement. Malheureusement, a-t-il regretté, "les dossiers communiqués à la justice aboutissent rarement et la plupart des gens jugés, dont de gros poissons, sont purement et simplement relâchés". D'après lui, la mission de la Centif prend fin avec la transmission du dossier au Procureur de la République qui peut en faire ce qu'il veut. "Lorsque les opérations de la Centif mettent en évidence des faits susceptibles de constituer l'infraction de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, la Centif transmet un rapport sur ces faits au Procureur de la République qui saisit immédiatement le juge d'instruction. Ce rapport est accompagné de toutes pièces utiles, à l'exception de la déclaration de soupçon. L'identité du préposé à la déclaration ne doit pas figurer dans ledit rapport qui fait foi jusqu'à preuve du contraire. La Centif avisera, en temps opportun, l'assujetti déclarant des conclusions de ses investigations", a-t-il indiqué. Comme autres difficultés, Marimpa Samoura a parlé de l'insuffisance du budget de la Centif et le manque de formation et d'expertise de ses membres, l'insuffisance d'infrastructures. Il a révélé que la Centif est mal logée et mal équipée. Pour pallier ces insuffisances, un nouveau siège est en construction.

Pour mieux lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, Marimpa Samoura propose, entre autres, la bancarisation, la coordination des actions des pays de l'Uémoa, la promotion de la coopération internationale, l'entraide judiciaire, etc.

Siaka DOUMBIA

Lutte contre la Covid-19 : Dr Daffa Djénéba Keita et sa famille offrent des kits sanitaires au gouvernement

Pour rendre hommage à leur mère décédée des suites de la maladie du Coronavirus elles ont offert au ministère de la Santé et des Affaires sociales des kits sanitaires d'une valeur de 20 millions de FCFA
Que c'est dur la mort ! Surtout quand elle vous arrache l'être le plus cher et le plus important dans votre existence. Aussi, comme l'atteste un adage bien connu de chez nous : « la mort n'est pas dure, mais c'est l'après mort qui est dure ». Celui-ci sied bien à notre regretté mère, Mme Keita Aïda Coulibaly. Une grande dame aux largesses incommensurables, qui a passé toute sa vie à se rendre utile pour son prochain.
Mme Keita Aïda Coulibaly a fait ses études primaires et secondaires dans son pays natal. Elle s'est retrouvée ensuite en France pour approfondir ses connaissances en assistance sociale et de droit.
Dotée de connaissances solides, après cette formation, Mme Keita restera pour servir en France, auprès de son époux. Ainsi, en tant que femme battante, elle parvint à concilier sa vie de couple à celle professionnelle. Ce qui l'amena à faire un parcours professionnel exceptionnel dans différents services en France.
Etablie en France, Mme Keita Aïda Coulibaly s'est montrée très accueillante à l'endroit de nos compatriotes qui venaient pour un séjour dans ce pays. Sans faire de distinguo, entre les personnes qui venaient vers elle, cette dame de grand cœur, forgeait souvent les moyens, pour ne pas les décevoir. C'est dire que de tout son vivant, Mme Keita Aïda Coulibaly n'a fait que servir son prochain.
Médaillée de chevalier de l'ordre national du Mali, notre regrettée mère, à qui nous implorons le pardon éternel de Dieu, est décédée le 09 mai 2020, suite de la pandémie à coronavirus.
La situation due à cette épidémie, interdisant des attroupements de plus de 50 personnes, cette dame aux valeurs incalculables n'a pu bénéficier des obsèques de son rang social. C'est pourquoi, ses enfants, sous la houlette du Dr Daffa Djénéba Keita ont décidé d'honorer sa mémoire par une donation de haute portée au gouvernement du Mali. Ainsi, des dons de diverses natures ont été remis au département de la santé et des affaires sociales, en vue de mieux lutter contre la propagation du virus de la COVID-19.
La donation est destinée aux services sanitaires de Bamako et de Tombouctou. Cette ville même qui a vu naitre notre défunte maman. Les dons destinés pour la ville sainte arrivent au bon moment, quand on sait la pandémie du coronavirus évolue à un rythme croissant dans cette région.
La donation se compose entre autres : de masques à nez ; de gels hydro-alcooliques encore appelée désinfectants, des blouses et autres matériels entrant dans le traitement du COVID-19.
Ce qui très salutaire dans ce geste hautement significatif dans la lutte contre l'épidémie à coronavirus, c'est par l'argent collecté à la suite du décès cette grande dame, que ces kits sanitaires ont été acquis.
Très chère maman, que la terre te soit légère et que le tout puissant t'accueille dans son paradis éternel. Amen

Ki-Zerbo

Crise sociopolitique : IBK manipulé par sa majorité

Après un long silence, sa dernière sortie remontait au 16 juin, le Président de la République, Ibrahim Boubacar Kéita, continue avec ses mises en scènes déguisées sous le vocable « échanges avec les parties prenantes dans le cadre de l'apaisement de la situation politique du pays ». C'est dans ce cadre qu'il a rencontré le dimanche dernier une délégation du M5-RFP. Une rencontre qu'on pourrait qualifier de celle de la dernière chance, mais qui n'a malheureusement pas été saisie par lui, parce qu'il aura cru aux assurances à lui données par sa majorité présidentielle, accueillie 24 heures avant le M5-RFP.

Faisons d'abord un flash-back sur le déroulé des mises en scènes présidentielles de ces derniers jours. Acte I : après son retour du sommet du G5-Sahel qui s'est tenu en Mauritanie, IBK accorde une audience à l'imam Mahmoud Dicko dans le but de le soudoyer par des postes ministériels et d'autres privilèges. Une offre poliment rejeté par l'homme de Dieu. Acte II : il rencontre de nouveau l'imam Dicko qui saisit l'occasion pour lui remettre le mémorandum du M5-RFP. Acte III : il rencontre sa majorité pour discuter du contenu dudit mémorandum. Acte IV : il rencontre les responsables du M5-RFP et leur demande d'aller approfondir les discussions avec les partis de la majorité.

Aussi tôt les responsables du M5-RFP rencontrés que la présidence se fend d'un communiqué dans lequel on note que IBK s'est félicité de la présence quasiment de tous les membres de l'équipe stratégique du M5, qui serait, à yeux « "une victoire du Mali", un acte de foi qui convainc de la singularité de notre peuple" ». Tout en précisant avoir pris connaissance des doléances du M5 à travers le mémorandum qui lui a été remis, IBK lâche cependant : "Je respecte les positions exprimées par vous et là-dessus, je vous invite à continuer et approfondir les échanges avec la majorité présidentielle", avant de les inviter à intégrer le gouvernement d'union nationale qu'il propose et dont la formation urge ne saurait attendre encore trop longtemps.

La lecture qu'on pourra faire de cette situation est très simple : le Président IBK a préféré se remettre entre les mains, non pas de son peuple, mais de son hypothétique majorité ! Cette majorité limitée qui, même reconnaissant le bien fondé des griefs formulés par le M5, continue de faire d'un déni de réalité, et pense que l'action de ce dernier est «une action qui s'apparenterait à un pronunciamiento, une proposition antidémocratique, antirépublicaine et anticonstitutionnelle qui n'est ni plus ni moins qu'une tentative déguisée de coup d'Etat...».

La réaction du M5-RFP à cette attitude négativiste du Président IBK ne s'est pas fait attendre ! En effet, le M5 a lui aussi produit un communiqué dont voici un extrait : « Le Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) se rappelant ses responsabilités en ces moments critiques, et tenant compte des nombreuses sollicitations nationales et internationales, dont celles de l'Imam Mahmoud DICKO, a rencontré ce jour 5 juillet 2020 le président de la République Ibrahim Boubacar KEITA, pour envisager les solutions de sortie de la crise, dont lui-même et son régime sont les seuls et uniques responsables. Lors de cette brève rencontre, Monsieur Ibrahim Boubacar KEITA a continué à faire la sourde oreille et preuve de mépris envers le Peuple malien.

En effet, M. KEITA a royalement ignoré toutes les demandes et mesures contenues dans le «Mémorandum» du 30 juin 2020, en renvoyant le M5-RFP à sa «majorité présidentielle» qui ne dispose d'aucun pouvoir et pour laquelle lui-même n'a, d'ailleurs, ni respect ni considération. En conséquence, le M5-RFP réaffirme, plus que jamais, sa détermination à obtenir, par les voies légales et légitimes, la démission pure et simple de M. Ibrahim Boubacar KEITA et de son régime, sauf application intégrale du «Mémorandum» sus-cité ».

Et le M5-RFP de rappeler le Peuple malien à une plus forte mobilisation le vendredi 10 juillet 2020 et jours suivants, sur l'ensemble du territoire national et dans la Diaspora, pour l'aboutissement intégral de son juste combat pour la survie du Mali et le bonheur des Maliens. « Survie du Mali et le bonheur des Maliens », deux grandes promesses auxquelles le Président IBK aura manqué, et cela depuis 7 ans !

C'est d'ailleurs pour cela que le rang du regroupement en lequel la majorité des maliens se reconnait ne cesse de s'élargir et de prendre de l'épaisseur. Les manifestations des 5 et 19 juin auraient dû inspirer le Président IBK. Hélas, il cru bon de faire semblant de prendre des vessies pour des lanternes, croyant à tort que sa majorité pourrait arrêter la déferlante en cours et qui ne s'arrêtera que lorsqu'elle l'aura emporté. Et c'est ce qui arrivera, vu qu'il a refusé de saisir la seule alternative qui s'offrait lui à travers le mémorandum du M5-RFP. Il n'a pas compris, comme l'a rappelé Choguel Kokalla Maiga, que « **le peuple est au-dessus de la constitution. Quand le peuple confie le pouvoir à un président, quand il a des preuves qu'il a failli, ce même peuple a le droit de lui retirer son pouvoir** ».

Yama DIALLO

Maître Alassane Aldior Diop : De "La République des voleurs et des flibustiers" à la République de Cocagne : celle de tous les plaisirs et jouissances

« Nous avons voulu avertir et non mordre. Réformer les valeurs et non scandaliser.

Nous nous moquons de certaines catégories de la société »

Nous enseignait Erasme, dans « L'Éloge de la folie »

Aujourd'hui, je vous parle d'une époque que les moins de vingt ans ne peuvent pas connaître.

Il y a 30 ans, dans le Mali du Général Moussa TRAORE vivait un homme, féru de lettres, un dur à cuire. Il était modeste, mais intègre et cultivé. Il était journaliste, courageux, qui a osé titrer à la Une d'une parution de son journal maudit, devenu aujourd'hui un journal Collector « La roue », un article au vitriol : « La République des voleurs et des Flibustiers ». Un pamphlet contre la corruption, «ce cancer endémique» qui a fini par gagner l'Etat et le centre névralgique du pouvoir. «Tous les centres de décisions de la République du Mali » en sont affectés. Si le journal «La roue» avait vu juste les conséquences de ce mal, à cette époque déjà, l'auteur de l'article aujourd'hui décédé, n'aurait jamais pu s'imaginer que son époque d'hier correspond aujourd'hui au temps des clowns-pirates. L'époque d'une jeunesse insouciante mais aux manettes du pouvoir militaro-político-financier. Des petits dandys , parfaits avatars de Donald TRUMP, ils ont les yeux plus gros que la planète terre. Irresponsables jusqu'aux bout des ongles et insouciants, pas un pour relever l'autre. Ils poussent le front jusqu'à règler leurs comptes à coups de tweets accusateurs et de twerks indécents de galbes bien rebondis le tout dans une hilarité ambiante totale .

Le temps des pirates est aussi celui du florilège d'accusations sans crainte d'atteintes aux biens publics. Des news qui fusent via les réseaux sociaux. C'est aussi le temps d'une nouvelle invention bien théorisée par ses adeptes: le ruissellement des richesses de la corruption à travers les amis , les parents proches et le clan. Je mange, tu manges, ils ont déjà mangé quand ils étaient aux affaires, et chacun est mouillé. La théorie de la solidarité coupable dans le silence et le déni de la gabegie règne en maître. Il n'y a plus personne, à part un imam éclairé et toute cette masse grouillante de citoyens inaudibles pour assurer la défense de la morale.

Voici le Mali d'aujourd'hui que l'on entend fourguer aux trente ans d'âge. C'est ce Mali là, le « Mali ba » devenu « Fali ba » que je voue à la vindicte publique.

Le journal «La roue» s'était -elle trompée d'époque ou de temps ?

Assurément non !

J'aurais aimé le voir et le lire dépeindre dans un article à jour de mon temps et de mon époque, la société actuelle. Une société des « djè-djugu » associations de malfaiteurs, des amis-ennemis du jour et des ennemis-amis le lendemain. Ne sommes-nous pas entrain de nous diriger tout droit et inéluctablement vers les abysses de l'égoïsme qui se couvre d'imbécillités.

La roue de l'histoire tourne, nul ne peut l'arrêter.

La vie est un tour et chacun y passe mais à son tour.

Voilà la devise du journal « La Roue » . L'histoire donne encore une fois raison à l'un des dignes fils du pays , l'un des plus grands journalistes pamphlétaires du Mali moderne à qui je voudrais rendre hommage à travers ces quelques lignes inspirées par la lecture de sordides faits divers qui font justement le bonheur des moins de trente ans.

Je n'ai plus trente ans hélas et je pleure aujourd'hui la disparition du journal « La Roue » et de son inénarrable Rédacteur en Chef, feu Boubacar Keita affectueusement appelé La roue .

Qui ne se souvient de ces mots prophétiques qu'il rappelait dans sa dernière parution comme un testament: «Tourmentez-vous pour rétablir la vertu chez un peuple qui l'a perdue,vous n'y réussirez pas. Il y'a un principe de destruction en tout. A quelle fin dieu l'a t'il établi chez nous ? C'est son secret »

Dors en paix guerrier!

Le pays est orphelin de ta plûme enflammée.

Mouvement du 05 juin : Refus d'une catastrophe annoncée !

A la lecture de l'offre politique de sortie de crise du Mouvement du 05 Juin, il pourrait se trouver des Maliens pour s'émouvoir de son caractère maximaliste. Mais quand on fait l'effort de se départir du sentimentalisme et de la compassion que chacun de nous peut éprouver pour un vieux président fatigué, l'esprit hagard, le regard perdu, nous trouvons dans les propositions du M5-RFP une bonne bouée pour IBK et les ferments pour une reconstruction des bases d'une nouvelle démocratie après l'essoufflement du projet de Mars 91.

Le Mémorandum du Mouvement du 05 Juin peut se résumer à un mot-clé : transfert de pouvoir !

Le marqueur du pouvoir IBK, depuis 2013, est de gouverner par procuration, sauf que celle-ci a été donnée à la famille et à la parentèle pour disposer du Mali à leur guise. A preuve, la diffusion des images d'une fête aux Baleares avec Karim KEITA dans un torrent de débauche orgiaque digne des bacchanales. Et son président de père qui n'a pas peur ni de Dieu ni du mensonge, psalmodie au quotidien son amour du Mali, sans éprouver la moindre gêne devant ce feu qu'on met aux deniers publics, non pas de la part d'un fils anonyme mais de celui qui préside la commission défense et sécurité de l'assemblée nationale d'un pays en guerre. C'est à cette jouissance presque extatique avec les moyens de l'Etat qu'on comprend le prix qu'ils ont mis dans la conquête du pouvoir avec mille et une compromissions. Donc IBK, depuis des lustres, a laissé à d'autres les rênes de l'Etat. C'est ce pouvoir bafoué, livré aux prédateurs que le Mouvement du 05 Juin veut récupérer et l'exercer dans des cadres organisés bien plus représentatifs que ce président élu par Soumeylou Boubeye Maïga et cette assemblée nationale à la légitimité viciée par la Cour constitutionnelle. L'offre du M5 libérera IBK des tâches de gestion au plus haut niveau, qu'il ne sait pas faire, et lui donnera le temps de s'adonner à ce qu'il aime par-dessus tout : voyager, encore voyager et toujours voyager ! Si le minuscule imposteur Covid-19 veut bien accepter l'ouverture des frontières.

Les propositions du M5-RFP sont aussi une bonne nouvelle pour nos voisins, pour l'Afrique et même pour le monde qui se soucie de notre capacité à redevenir un État fiable.

Les pays avec lesquels nous vivons l'épreuve de la crise sécuritaire ne se font plus la moindre illusion sur la gouvernance malienne et les risques qu'elle continuera de faire peser sur tout le voisinage.

Les ambassadeurs des pays développés qui s'égarent dans un démocratisme peu respectueux des Maliens doivent se faire une raison. Il n'y a pas une seule chancellerie qui ne s'indigne en privé des dérives politiques et électorales dans notre pays. Les plus cyniques d'entre eux s'en réjouissent parce qu'ils tiennent ainsi un régime que leur silence complice a contribué à installer. Les diplomates de bonne foi s'abritent derrière la fragilité du pays pour se contenter d'une démocratie au rabais. Les uns comme les autres doivent se convaincre que IBK n'est plus en mesure de faire aboutir aucune des causes chères à leurs pays. Les Maliens ne sont pas disposés à recevoir même de l'or des mains de ce pouvoir à plus forte raison de leur concéder le moindre sacrifice sur des questions essentielles comme la Constitution ou l'accord d'Alger.

Nos pays voisins et frères, les États amis et organisations partenaires doivent sortir de la méthode Coué pour adouber un gouvernement de transition robuste et un conseil législatif de transition vigoureux pour dérouiller la démocratie et lui donner les couleurs de l'avenir. Tous les amis du Mali qui n'auront pas compris que cette nouvelle page s'ouvre dans notre intérêt commun n'auront que leurs jambes ou plutôt leurs compagnies aériennes pour décamper quand les forcées négatives submergeront le semblant de gouvernance au Mali pour finir par la supplanter. Les Maliens auront leurs yeux pour pleurer. Le M5-RFP, c'est justement le refus de cette catastrophe annoncée!

Bakary Diarra
In Refondation du Mali

Les responsables du Mouvement Espoir Mali Koura face à la presse : "Il n'y a aucune fissure au sein du M5-RFP"

Les responsables du Mouvement Espoir Mali Koura (EMK) étaient face à la presse, le samedi 04 juillet 2020, à Bamako pour préciser qu'il n'y a aucune divergence entre leur Mouvement et le Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP). Selon les conférenciers : « Il n'y a aucune fissure au sein du M5-RFP. Le Mouvement EMK est père fondateur du M5-RFP ». Pour montrer qu'ils sont en phase avec le M5-RFP, les responsables du Mouvement Espoir Mali Koura ont invité le peuple malien au grand rassemblement du M5-RFP prévu pour le vendredi 10 juillet 2020 sur le boulevard de l'indépendance de Bamako dont l'objectif est d'amener le président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) à démissionner ou à respecter les propositions de sortie de crise faites par l'organisation M5-RFP.

Cette conférence de presse du Mouvement EMK était animée par Ibrahim Ikassa Maïga, Pr Clément Dembélé, Moussa Sinko Coulibaly, en présence du représentant des jeunes du Mouvement EMK, de la représentante des femmes du Mouvement EMK, du coordinateur du Mouvement Espoir Mali Koura (EMK), Cheick Oumar Sissoko et d'autres personnalités. D'entrée de jeu, le conférencier Clément Dembélé a fait savoir qu'« Il n'y a aucune fissure au sein du M5-RFP. Le Mouvement EMK est père fondateur du M5-RFP ». Selon lui, le Mouvement EMK n'a qu'un seul objectif : c'est de permettre aux Maliens de trouver la souveraineté. « Nous n'avons pas eu la chance d'avoir des bons dirigeants », a-t-il dit. Avant de souhaiter l'accès des Maliens aux services sociaux de base. Il a invité le peuple malien au grand rassemblement du M5-RFP prévu pour le vendredi 10 juillet 2020 sur le boulevard de l'indépendance de Bamako. Quant à Moussa Sinko Coulibaly, il dit ceci : « Nous sommes là pour affirmer notre unité au sein du M5-RFP ». Pour lui, il y a une mauvaise gouvernance au Mali et il faut un changement de gouvernance. A l'en croire, la famille M5-RFP est grande et soudée. « Certains ont pensé qu'il y a des difficultés particulières au sein du M5-RFP au contraire, le M5 est plus que jamais uni...tout le monde partage que le Mali va mal », a-t-il dit. Il a salué Cheick Oumar Sissoko pour son leadership et l'imam Mahmoud Dicko pour ses conseils. Pour sa part, Ibrahim Ikassa Maïga a dénoncé « la gouvernance cahoteuse » au Mali. A ses dires, le président IBK a montré ses limites. « Le 10 juillet, nous sortons avec des actions de désobéissance civile pour l'atteinte des objectifs ultimes », a-t-il dit. Répondant aux questions des journalistes, les conférenciers ont fustigé la gouvernance du pays par IBK. A cet effet, ils ont souhaité la démission du président IBK.

Aguibou Sogodogo

Lettre Ouverte à Monsieur le President de la République Du Mali : Excellence Monsieur le Président de la République,

Dans ma précédente lettre ouverte datée du 10 Juillet 2019, je vous ai décrit la situation délétère de notre économie nationale due au fait la politique de votre Gouvernement ne prenait suffisamment en compte nos spécificités locales. En somme je décriais le fait que favoriser la consommation au lieu de l'investissement. Puisqu'un pays qui importe à outrance les produits de premières nécessitées tout comme les biens et équipements ne pouvait qu'accroitre sa dépendance en poursuivant une telle politique. Ensuite j'ai évoqué qu'il fallait développer d'autres mécanismes d'attractions et de captations des fonds innovants pour financer notre économie sans alourdir l'ardoise de l'Etat comme c'est le cas actuellement. Mais aussi et surtout, j'ai attiré votre attention sur le fait de veiller à ce que notre pays sous votre présidence laisse toutes ses Filles et ses Fils qui le souhaitent, et qui en ont les moyens investir en toute quiétude dans notre patrie. J'ai même ajouté que l'exclusion d'un leader politique par des subterfuges technico-juridiques n'est pas de bon aloi. Puis j'en appelais à votre sagesse et votre patriotisme pour mettre fin à cette campagne d'intimidation et de blocage de mes investissements dans mon propre pays en citant le projet bancaire de CAMARA BANK, qui ont pour seul but inavoué d'éliminer arbitrairement un candidat sérieux à votre succession en 2023.Cependant, Monsieur le Président malgré tous mes efforts pour que vous mettiez fin aux blocage de mes comptes bancaires qui est une violation flagrante de l'Article 68 alinéa 4 de la Loi n°008 du 17 Mars 2016 relative à la Lutte contre Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme, vous avez choisi face à une injustice notoire à mon égard, d'impliquer votre Gouvernement pour faire entrave à la Justice. Malheureusement Monsieur le Président, mon cas n'est pas un cas isolé. La grande majorité des maliens souffre comme jamais auparavant sous votre régime, pendant que votre famille et vos proches vivent dans

un luxe insolent et ostentatoire au frais de l'Etat. Votre régime budgétivore sois dit en passant, a transformé notre si beau Pays en une République bananière ou l'insécurité, l'incompétence, l'injustice, la corruption et la pauvreté, ont atteint leurs paroxysmes. C'est le lieu également d'exiger la libération immédiate de l'Honorable Soumaila CISSE. Voilà pourquoi d'une part, Monsieur le Président, le MR (Mouvement Républicain) approuve les revendications légitimes M5-RFP parrainé par le Grand sage Imam DICKO, et réclame la dissolution de l'Assemblée Nationale, et la nomination d'un Premier Ministre de consensus avec les pleins pouvoirs.

D'autre part Monsieur le Président, au Nom des Militants et des Sympathisants du MR (Mouvement Républicain), ainsi qu'à mon nom propre, je vous invite à mettre fin au supplice du peuple malien en convoquant des Elections générales anticipées, Municipales, Législatives et Présidentielles d'ici la fin de l'année2020.Aussi de veiller à ce que ni vous, ni aucun de vos proches qui ont été mêlés dans la gestion du Pays sous votre régime ne se présentent, afin que le Peuple Malien puisse élire des Femmes et des Hommes honnêtes avec les mains propres. En conclusion Monsieur le Président, j'en appelle cette fois à votre lucidité pour éviter à notre pays des souffrances supplémentaires inutiles. Ne dit-on pas qu'il faut savoir quitter les choses avant que les choses ne vous quittent? Sachez qu'en quittant le pouvoir ainsi, Monsieur le Président vous prendrez la seule bonne décision de votre présidence. Veuillez agréer, Excellence Monsieur le Président de la République, l'expression anticipée de ma profonde gratitude.

Bamako, le 6 juillet 2019.

Ainea Ibrahim CAMARA Président du Mouvement Républicain (MR) Promoteur de CAMARA BANK SA.

Pour éviter les crises post-électorales au Mali : La Cocem suggère d'aller urgemment vers des réformes électorales et politiques consensuelles et inclusives

Depuis des années, la Coalition pour l'observation citoyenne des élections au Mali (Cocem) demande une amélioration du système électoral malien élaboré avec trop de failles. Au sortir des élections législatives de mars et avril 2020, les mêmes préoccupations de la Cocem reviennent sur la table, provoquant l'une des plus graves crises post-électorale qui touche même les fondements de notre pays. Ne pouvant pas rester en marge de cette crise, la Coalition pour l'observation citoyenne des élections au Mali (Cocem) a animé le 3 juillet à son siège (à Kalabancoura), un point de presse à, travers son président Drissa Traoré. Il a porté sur la crise post-électorale que travers notre pays actuellement. le thème a été axé sur : «la sortie durable de la crise passe par la diligence des réformes électorales et politiques consensuelles et inclusives».

Selon Drissa Traoré, cette crise vient illustrer la nécessité absolue d'aller vers des réformes consensuelles du système électoral malien que la COCEM et plusieurs missions d'observation électoral avaient suggérées depuis l'élection présidentielle de 2018. C'est pour cette raison, insiste Drissa Traoré, la Cocem recommande d'abord, une évaluation inclusive de l'élection présidentielle de 2018 et des élections législatives de 2020 par tous les acteurs impliqués dans la gestion des élections, dans le but de diligenter des réformes électorales et constitutionnelles plus poussées. Ces réformes, ajoute Drissa Traoré, doivent permettre de corriger les dysfonctionnements et de pérenniser les bonnes pratiques. Ensuite, dit-il, nous demandons la centralisation de toutes les opérations électorales au niveau d'une structure unique et pérenne de gestion des élections conformément aux dispositions de la charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance , tel que recommandé par la Cocem dans son rapport d'observation de l'élection présidentielle de 2018 qui contribuera à crédibiliser les scrutins, accroitre l'efficacité dans la tenue des élections et à renforcer la mémoire institutionnelle. En fin, poursuit Drissa Traoré, nous exigeons, la légalisation de publication des résultats bureau de vote par bureau de vote. Cette publication, ajoute Traoré, doit se faire avant la fin des délais de recours afin de permettre aux partis et aux candidats de documenter leurs plaintes. En outre, souligne Drissa Traoré, nous recommandons l'institution d'une juridiction intermédiaire qu'elle soit administrative ou judiciaire en vue de se conformer aux bonnes pratiques internationales et de rendre moins opaque la procédure. Comme évoqué en 2013 par de nombreux observateurs , notamment la mission d'observation de l'Union Européenne, le fait que la Cour constitutionnelle soit le juge en matière électorale, jugeant en premier et dernier ressorts, garantit pas l'effectivité du droit de recours.

Pour terminer, dit Traoré, la Cocem exhorte toutes les parties au dialogue politique en vue de trouver les meilleures réponses politiques consensuelles à la crise actuelle. On les invite aussi, ajoute-il, à privilégier les manifestations pacifiques, à se retenir par rapport à toutes les formes de violences, et à respecter les libertés individuelles et collectives.

Hadama B. Fofana

Crise sécuritaire au plateau dogon : Le mouvement Baguinè-So s'indigne et accuse

Après l'ignominie perpétrée contre les populations du plateau dogon, le mouvement Baguiné So, très écoeuré, a animé un point de presse, le samedi 4 juillet 2020. Les responsables de ce mouvement ont saisi cette occasion pour dénoncer les exactions contre les populations civiles et demandé la démission du Premier ministre, Dr Boubou Cissé, pour incapacité à mettre fin à ces massacres d'une autre époque.

La situation sécuritaire s'est considérablement dégradée ces derniers temps avec un bilan macabre. Pour les organisateurs de ce point de presse, c'est la population dogon qui occupe la tête du peloton de cette barbarie humaine qui n'honore pas notre pays. Pour l'honorable Hamidou Djimdé, personne ne peut nier cet état de fait. Il a précisé qu'au pays dogon, en plus de la communauté dognon majoritaire, il y a des peul, des dafing, des mossi, des sonrhaï. Cette population cosmopolite vivait en parfaite harmonie avant la crise qui secoue notre pays.

Selon lui, la crise est en train de prendre une certaine dimension que la population dogon ne comprend pas. Il confirme que les assaillants sont en majorité des peulhs. « Les terroristes sont guidés par des complices peuls qui connaissent bien le pays dogon, cela est une réalité. Il y a des dogons parmi les complices aussi, mais la majorité des complices sont nos frères peuls. Donc nous avons dit à l'Etat de prendre toutes ses responsabilités mais, malheureusement, aucune action concrète n'a été posée par le gouvernement pour protéger les populations en proies à l'insécurité galopante. Au pays dogon, nos activités principales sont : l'agriculture, l'élevage et le maraichage. Mais, force est de constater que cela fait plus de trois ans que nous ne cultivons pas, au nez et à la barbe de tous. Les populations ne peuvent même pas aller au-delà de deux kilomètres du village sans être tuées comme un lapin. L'opinion nationale ou internationale doit savoir que ce sont les peulhs qui nous tuent. Nous demandons à l'association Tapital PULAKU de s'impliquer auprès de la communauté peul pour que ces tueries cessent et pour redonner espoir à notre pays », a suggéré l'honorable Hamidou Djimdé.

Il a invité l'imam Mahmoud Dicko à mettre toutes ses forces et énergies pour qu'un accord puisse être trouvé, enfin, entre peuls et dogons. Il est en train de drainer une marée humaine pour dénoncer la mauvaise gouvernance. « Nous pensons qu'il serait séant de sa part de faire de la question sécuritaire une de ses priorités. Pour terminer, je demande aux medias internationaux, singulièrement France 24 de faire un traitement équitable de l'information. Suite au dernier événement malheureux survenu dans le cercle de Bankass, nous avons vu certains reportages de la télévision france24 qui larguaient que ce sont des civils qui ont été tués dans cette zone. Par contre, si c'était l'autre communauté, ils allaient dire que les peulhs ont été tués. Pourquoi cette prise de position ? Sur la liste que nous avons, toutes les victimes sont des dogons, sans exception. Mais nous estimons que le traitement de l'information n'est pas équitable », a-t-il clarifié.

La ville de Koro est la vitrine, à partir de la frontière du Burkina Faso. Ces gens-là sont à moins de 15km de la ville de Koro. Il ajoute que les terroristes sont dans la forêt, là-bas, à koro kiri, à 12km de la ville de Koro. « Je rends un hommage particulier au groupe d'auto défense, Dana Amassagou. Sans eux, la situation deviendrait insoutenable, au regard de l'évolution de la crise », a-t-il conclu.

La difficulté de la situation au plateau dogon se trouve précisément dans le langage et la logique de Baguiné So qui consiste à tout peindre en noir et blanc. Il ne s'agit plus de désigner les autres comme coupables mais de revenir à la fraternité séculaire qui unit peulh et dogon. Et ainsi rendre inutile toute forme d'association communautaire. Le Mali seul comptera alors.

Ibrahim Sanogo

Illégitimité des institutions : Une anomalie pour la démocratie ?

Face à l'avalanche contre le régime en place, la chaine Africable télévision a organisé un débat sur la thématique problématique de la légitimité des pouvoirs issus de l'Etat moderne au Mali. Les invités ne se sont pas fait prier pour mettre à nu notre mode de gouvernance.

Pendant une heure et demi, Dr Aly Tounkara, le directeur du Centre des études sécuritaires et stratégiques au Sahel, Dr Fodié Tandjigora, chef de département sociologie-Anthropologie à la Faculté des sciences humaines, sciences de l'éducation et Daouda Tékété, journaliste-écrivain, ont fait un diagnostic sans complaisance des maux qui minent notre démocratie. Les institutions de notre pays ont encaissé beaucoup de coups voire été remis en cause pour défaut de légitimité par une frange importante de la population. Les conséquences sont connues de tous : des élites contestées, la corruption clamée par tous, la démocratie en panne, des manifestations pour demander la démission du Président de la République et de son régime. Il urge de soigner la plaie avant qu'elle ne sente mauvais.

Un choix approprié des hommes pour gouverner

Dr Fodié Tandjigora a mis son pied dans le plat pour incriminer le mode de désignation des gouvernants. Selon lui, toutes les protestations en cours tirent leur essence dans les choix des hommes. Il a affirmé que c'est très triste. Ce qui est sûr, c'est que nous sommes allés sur des bases qui n'étaient pas bonnes. On le sait et on ferme les yeux là-dessus. On pense qu'on a une démocratie, démocratie que les gens se gardent de critiquer. Il faut également accepter de se questionner, revenir sur beaucoup de choses. On parle très souvent de contrat social. Il y a beaucoup de débats autour de la légitimité des institutions. En fin de compte, le postulat de base est faussé. « **Nous avons des institutions qui sont mal comprises. Nous avons un système de gouvernance qui n'a pas de prise réelle sur les populations. Donc, ce qui fait qu'on navigue dans le vide pendant longtemps. Il va arriver un moment ou ça va s'arrêter. Aujourd'hui, il faut remettre à plat les questions les plus sérieuses telles que les modes de désignation des gouvernants** », a-t-il clamé.

Ce qu'il faut proposer, c'est revenir poser de meilleures garanties, non seulement pour les élections mais aussi le mode de désignation des gouvernants. Que n'importe qui ne se présente pas pour gouverner, pour arriver aux affaires. « **Parce qu'il me semble que les partis politiques constituent tout seulement le tremplin pour arriver à se faire élire et occuper une institution. Cela risque de prendre du temps. Je ne suis sûr que nos acteurs politiques puissent attendre tout cela parce qu'il y a d'autres dimensions qui sont inavouées dans cette lutte** », a laissé entendre Dr Fodié Tounkara.

L'exemplarité comme valeur à incarner

Le directeur du centre des études sécuritaires et stratégiques au Sahel, Dr Aly Tounkara, a invité à plus de réflexions sur les questions d'exemplarité et de redevabilité. Il a fait un retour rétrospectif sur la vision du Président Modibo Keita qui était basée sur l'exemplarité et sur la probité. Selon lui, au début, le père fondateur de la République du Mali n'avait pas suffisamment tenu compte du terroir mais il a fini quand même par l'intégrer. Le système de son fonctionnement était compris par les communautés. Quand on s'en tient à la rhétorique qui a suivi le coup d'Etat de 1968, naturellement on s'est rendu compte que c'est avec le Président Moussa Traoré que toutes ces questions liées à l'éthique et à la morale ont été bafouées dans le contexte malien. Même si cela a été le fait d'une ultra minorité élitiste. En même temps, le vrai problème du Mali a

commencé, en toute objectivité, avec la démocratisation de nos institutions. Ce n'est pas la démocratie en elle-même qui est à l'origine mais l'usage qu'on fait de la démocratie. Voilà un système importé mais vidé de son contenu. Vous conviendrez avec moi, combien nos politiques Maliens sont tout sauf ce que les fondamentaux de la démocratie demanderaient. Une des exigences de la démocratie, c'est la pluralité de la pensée, c'est la redevabilité. Rare sont nos politiques qui s'apprêteraient à un tel exercice. Du Président Alpha Oumar Konaré à aujourd'hui, malheureusement, l'élite politique malienne a tellement de difficultés avec le référentiel. Aucun acteur politique n'agirait au nom d'un référentiel ; ni le référentiel culturel, ni le référentiel religieux. Et pour preuve d'ailleurs, ceux qui sont les plus censés à être le garant même de nos institutions, sont les premiers à les violer. « **Vous allez à un feu de signalisation, ce sont plutôt des officiers, qu'ils soient de la police ou de la gendarmerie ou même de l'armée et même des magistrats, qui ne vont pas s'arrêter au feu. Voilà un pays ou par son statut, par son poste on fait entorse aux fondamentaux de la démocratie. A tel enseigne que la normalité devient source de pathologie. Quand vous dites à un Malien que vous n'êtes pas corruptible, vous devenez une gêne pour le système dans son fonctionnement. C'est pour vous dire que cette question de probité est quasi absente en termes de délivrance de tous les services sociaux pour laquelle nos communautés nous attendent, avec une attention particulière** », a dit Dr Aly Tounkara.

Mieux, il dira que de la même manière, à son avis, cet éloignement entre l'élite et les populations résideraient plus dans la non redevabilité qui est une exigence de la démocratie. On s'est rendu compte que les premiers milliardaires de notre pays ont émergé avec l'avènement de la démocratie. Comment allez-vous demander à ces mêmes populations qui ne cherchent qu'à manger, ne cherchent qu'à boire, d'être attentives aux injonctions du pouvoir. En même temps, ceux qui sont en charge d'animer ce pouvoir, ce sont ces acteurs qui sont les plus corrompus de la planète. Donc vous comprendrez aisément que ce décalage entre la rhétorique et l'agir de l'homme politique Malien a fait que, malheureusement, le citoyen, qu'il soit du monde rural ou urbain, peine à croire en cet homme politique. La question qu'il se pose est de savoir comment, concrètement, combler ce fossé.

Les piques de Dr Tounkara

Une des exigences de la démocratie, c'est cette exemplarité de l'élite politique. « **Vous ne pouvez pas demander aux gens d'être conformes aux institutions alors que vous êtes les premiers à ne pas les respecter. Vous ne pouvez pas demander aux populations de faire des sacrifices et des privations mais au même moment vous vivez dans des conditions tout à fait descentes. Ce sont ces agissements peu orthodoxes, des agissements tout à fait éloignés des communautés qui expliqueraient le pourquoi l'homme Malien ne croit plus à son système de fonctionnement. Tant qu'on ne règlerait pas cette question de redevabilité de l'élite, nous allons continuer à parler de réformes institutionnelles, à même demander le départ du Président de la République par le simple fait que ce système qu'il incarne est tout à fait distant des populations** », a-t-il conclu.

Le recul, une nécessité absolue!

Sur la question de gouvernance, Daouda Tékété est catégorique. Selon lui, ils ont établi des mécanismes de gouvernance qui ont permis de créer l'ordre et l'harmonie indispensable à l'épanouissement de chaque citoyen et de toute la communauté. Quand il n'y a pas d'ordre et d'harmonie, rien de ne peut marcher. « **Voilà pourquoi, je dis qu'aussi longtemps que nous allons pouvoir cheminer avec ces Etats qui n'ont rien à voir avec ce que nous sommes et ce que nous voulons, nous allons toujours partir d'illégitimité en illégitimité** », a-t-il pointé du doigt.

Aussi, il a indiqué qu'il faut travailler sur les causes de tous les dérapages institutionnels auxquels le Mali est confronté. A l'en croire, les Maliens se sont fourvoyés en empruntant une voie qui n'est pas la nôtre, qui ne pouvait que nous créer les problèmes que nous connaissons aujourd'hui. Il faut qu'on change et qu'on revienne à nous-mêmes. « **Aussi longtemps que nous n'allons pas intégrer cette réalité, cette vérité historique et que nous continuerons à croire que c'est l'apport des autres qui va nous permettre de résoudre nos problèmes, nous aurons toujours chaud** », a-t-il martelé.

Ibrahim Sanogo

Abonnez vous à votre journal numérique
Malikilé
pour recevoir les dernières informations

Mémorandum du M5-RFP et la sortie de crise au Mali : « Ce mémorandum est une piste de négociation parce qu'on ne peut nier l'état actuel du pays»

L'une des chaines privées de télévision de la place a organisé un débat, dimanche dernier, 5 juin 2020. Le thème du débat portait sur le mémorandum du M5-RFP et la sortie de crise au Mali. Les invités étaient, entre autres, Prof Clément Dembélé de la plateforme de lutte contre la Corruption et le Chômage (PCC), Dr Etienne Fakaba Sissoko, chercheur au CRAPES, Cheichnè Camara, président de la plateforme "Les Bâtisseurs", Abdramane Diarra, président du mouvement des jeunes de l'URD.

Le mouvement du 5 juin- Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) a renoncé à la demande de démission du Président de la République, il y a de cela quelques jours, à la demande de l'imam Mahmoud Dicko. Par la suite, il a élaboré un mémorandum à travers lequel il a fait part de ses propositions de sortie de cette crise sociopolitique. Pour le M5-RFP, ledit document a pour objectif de prendre en témoignage le peuple malien et le monde entier de leur disponibilité pour le dialogue. « Aujourd'hui, il y a cette dynamique de dialogue que nous devons privilégier », a signalé Dr Etienne Fagaba Sissoko, chercheur au CRAPES.

Aujourd'hui, avec la situation du pays, force est de reconnaître qu'il y a une crise de confiance au sein de la classe politique. Après une séance d'échanges entre le Président de la République et les leaders du M5-RFP, le Président les envoie vers la majorité présidentielle. Pour les participants, le Président doit poser des actions précises dans les jours à venir. Pour Prof Clément Dembélé, porte-parole de la plateforme PCC, ce renvoi à la majorité est un mépris à l'égard du peuple malien, tout en indiquant que de 2013 à aujourd'hui, Ibrahim Boubacar Keïta n'a posé aucun acte concret ou salutaire qui permet aux Maliens de sortir du gouffre.

Pendant 7 ans, Ibrahim Boubacar Keïta a eu 7 Premiers ministres. Actuellement, le M5-RFP propose un Premier ministre de pleins pouvoirs avec une ligne de conduite, un cahier de charge. En outre, ledit Premier ministre aura des missions et des objectifs spécifiques. Pour Cheichnè Camara, président de la plateforme « Les Bâtisseurs », nous sommes dans un pays démocratique. Pour lui, la conquête et l'exercice du pouvoir sont réglementés. « Ce mémorandum est une piste de négociations parce qu'on ne peut nier l'état actuel du pays. Personne n'a la baguette magique pour résoudre ces problèmes », a-t-il souligné. Prof Clément Dembélé a indiqué que la question du gouvernement d'union nationale est une façon de tromper le peuple malien encore une fois. Si toutefois avant le 10 juillet, le M5-RFP n'obtient pas de résultat, il envisage une autre manifestation. « Le 10 juillet, nous sortons pour poser un acte concret qu'on appelle la désobéissance civile, légitimement, légalement, suivant l'article 121 de notre Constitution », a-t-il conclu.

Ibrahim Sanogo

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales

BDU - BF
BURKINA FASO

BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE

BDM FRANCE
FRANCE

BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali
Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50
www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE

BDM SA

Découverte : Independence Dougnon, entre mode et art

Combiner l'art et la mode. Voici ce qu'a ingénieusement réussi à faire la jeune artiste, styliste et designer malienne, Indépendance Dougnon. Promotrice de la marque Denem, Independence excelle également dans le monde des arts visuels au Mali. Cette combinaison des deux genres permet à Indépendance de créer des œuvres d'art impressionnantes. Vice-présidente du collectif d'artistes maliens, Sanou'Art, la jeune dame donne la parole à la femme dans ses créations. Plus connues dans la mode au Mali, les femmes commencent de plus en plus à s'intéresser à l'art contemporain qui, comme beaucoup d'autres domaines, est dominé par les hommes dans notre pays. Parmi celles qui ont osée se lancer dans l'art et qui se font découvrir de par leur talent et leur message, figure la jeune styliste et designer, Indépendance Dougnon.

Passionnée de la mode à travers la couture, Indépendance s'est en effet découvert une nouvelle passion : celle de l'art contemporain qu'elle combine avec le stylisme avec perfection. Aujourd'hui, la jeune dame fait de l'art un moyen d'expression.

Issue d'une famille de couturiers, Indépendance n'a pas eu du mal à tracer son chemin dans la mode. Très jeune, elle append la couture avec sa mère (qui a hérité de la couture de son père). Depuis son jeune âge, Indépendance accompagnait sa mère à son atelier de couture. "C'est avec elle que j'ai appris la couture que je pratiquais à ses côtés", nous glisse Indépendance qui, après l'obtention de son baccalauréat en 2016, passe le concours d'entrée au Conservatoire des arts et métiers Multimédia Balla Fasséké Kouyaté (Camm) d'où elle sort avec une Licence en design, en 2018.

Dans ses créations artistiques, Independence évoque la femme et tout ce qui est considéré comme tabou autour d'elle dans notre société, comme la sexualité et le cycle menstruel. Les rubans de mesure, les fils de fer, les tissus d'habillement et les bouts de bois sont généralement les composantes de ses époustouflantes installations artistiques. "Ce sont des sujets qu'on évite dans notre société. Même les mamans en parlent moins à leurs filles or ces sujets ne doivent pas être tabou chez la jeune fille car elles les vivront.

Le mieux serait de les préparer à les accueillir. Vu que les mamans n'abordent ces sujets, les filles sont obligées de s'éduquer elles-mêmes soit avec des amis ou d'autres personnes en dehors de la famille et qui n'ont pas honte de leur parler de ces sujets", nous explique Dougnon qui estime que ce sont les mères et les grand-mères de ces jeunes filles qui sont les mieux placées pour leur en parler. Mais Independence ne s'arrête qu'aux sujets tabous. Dans ses œuvres, la jeune artiste met en exergue la place de la femme dans la société. C'est ainsi qu'à l'occasion du 8 mars 2019, elle a réalisé une installation intitulée "Sassi-Lon" ou encore "Femme audacieuse". Une œuvre d'art à travers laquelle elle fait comprendre combien la femme s'investit dans le développement socio-économique de leur localité et leur pays. Les femmes des militaires sont également à l'honneur dans les créations d'Indépendance. "Ces femmes braves sont obligées de prendre leurs enfants en charge en l'absence de leur père tombé sur le champ de bataille", confie-t-elle.

Aujourd'hui, Indépendance fait découvrir son talent artistique à travers de nombreuses expositions d'art à Bamako. Elle a notamment exposé à SiifArt, GIZ, Sanou'Art, Quartier libre, Ségou Art en Off 2019, avec le collectif Sanou'Art, Bamako Art Galerie à Ségou Art et à Taxi Bamako en 2020. Elle a exposé également avec la photographe Oumou Traoré à l'Institut français du Mali, en 2020.

Toutefois, l'art contemporain ne prend pas pour autant le dessus sur la mode chez la jeune styliste et designer de formation. En 2016, Indépendance lance sa marque de vêtements dénommée "Denem Design" qui signifie j'aime le design en dogon. "Denem" est le nom de mon grand-père qui était le premier couturier de notre famille. Si j'ai pu apprendre la couture avec ma mère, c'est parce qu'elle l'a apprise avec lui. J'ai voulu lui rendre hommage", explique-elle. Avec cette marque, elle a déjà été invitée à plusieurs défilés de mode, notamment la nuit du Mali, Carrefour de la mode.

Indépendance invite les jeunes et les femmes à s'intéresser à l'art qui est un excellent moyen d'expression pour la femme. Elle se fixe comme objectif de former des jeunes filles dans la mode et l'art.

Youssouf KONE

Côte d'Ivoire : La vieille garde ne veut rien lâcher

Henri Konan Bédié, Amadou Gon Coulibaly, Laurent Gbagbo, Guillaume Soro... Tous sont dans le paysage politique du pays depuis plus de vingt ans.

Il s'était envolé, le 2 mai, pour Paris afin d'y subir un simple « contrôle médical», alors que les frontières ivoiriennes et françaises étaient fermées en raison de la pandémie de coronavirus. Les soins, prévus pour « quelques semaines », ont duré deux mois. Le 2 juillet, enfin, le premier ministre Amadou Gon Coulibaly foulait à nouveau le tarmac de l'aéroport d'Abidjan.

Passées les salutations « coude à coude » aux membres du gouvernement présents à sa descente d'avion et les déclarations d'affection à son mentor, Alassane Ouattara, qui, dit-il, l'a « appelé tous les jours matin et soir pour [s'] enquérir de [son] état de santé et donner les nouvelles du pays », Amadou Gon Coulibaly s'est dit prêt à « prendre [s]a place aux côtés du président ». Il aurait pu ajouter, avec un brin d'effronterie, qu'il espérait bien prendre sous peu la place du chef de l'Etat, tout court.

Dans moins de quatre mois, le 31 octobre selon le calendrier électoral, se jouera en Côte d'Ivoire un scrutin présidentiel dont le premier ministre est l'un des favoris. L'élection s'annonce incertaine, mais il y a peu de chance qu'elle fasse souffler un vent nouveau : les quatre principaux candidats, s'ils ne se sont pas tous déclarés, résument à eux seuls plus d'un quart de siècle de tensions politiques dans le pays.

Pas encore officiellement investi, Amadou Gon Coulibaly a été désigné comme son successeur par Alassane Ouattara depuis que ce dernier a annoncé le 5 mars qu'il ne briguera pas de troisième mandat. Si, même parmi ses opposants, on salue ses qualités de technicien, sa longue absence pour raison de santé a ravivé les interrogations sur ses capacités physiques.

« L'obligation d'être candidat »

Transplanté cardiaque en 2012, le premier ministre s'est fait poser un stent durant les premiers jours de son évacuation en France, avant de subir début juin une seconde hospitalisation à la Pitié Salpêtrière, à Paris. Pendant toute la durée de son évacuation, sa santé fait l'objet de toutes les spéculations, laissant même envisager un retour en selle d'Alassane Ouattara.

« Si Gon Coulibaly était inapte, Ouattara n'aurait pas d'autre choix que de se porter candidat car il n'y a pas de plan B. Cette question est jusqu'ici restée taboue du fait que le président a clairement montré sa volonté de départ et indiqué qui était son choix pour lui succéder », relate un observateur étranger.

La question de la santé d'Amadou Gon Coulibaly, âgé de seulement 61 ans, apparaîtra inévitablement en filigrane dans la campagne, mais ce n'est pas son principal rival qui viendra se pencher sur l'état de ses artères. A 86 ans, Henri Konan Bédié a accepté de faire « don de [sa] personne » pour briguer la candidature du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI). « Une mission de salut public », dit-il, qui lui impose « l'obligation d'être candidat » lors de la convention qui permettra de désigner la personnalité qui concourra pour l'ancien parti unique. Une simple formalité, le seul adversaire en lice ayant déjà été disqualifié.

"Les vexations de la présidence"

La jeune garde du PDCI devra encore attendre pour incarner la relève dans les urnes. Le « sphinx de Daoukro » entend toujours prendre sa revanche sur l'histoire qui, un jour de réveillon de Noël 1999, l'a chassé sans égard du palais présidentiel. Depuis ce coup d'Etat, celui qui succéda à Félix Houphouët-Boigny n'a jamais réellement fait le deuil du pouvoir. Longtemps louée, l'alliance électorale conclue en 2010 puis en 2015 avec Alassane Ouattara est désormais dénoncée comme un marché de dupes. « Les vexations de la présidence – qui selon ses dires lui aurait promis de soutenir le PDCI à la présidentielle de 2020 –, les trahisons des cadres qui ont été débauchés par le pouvoir et les tentatives de dissolution du parti sous couvert de formation d'un parti unifié l'ont remobilisé », assure l'un des lieutenants de Bédié.

En l'état actuel, la candidature de l'ancien président apparaît surtout comme une entreprise de restauration d'un passé idéalisé. Mais la science des alliances politiques en Côte d'ivoire réclame une bonne dose d'amnésie : pour mener la reconquête, Henri Konan Bédié tente depuis plus d'un an de s'adjoindre le soutien de celui qu'il jugeait, il y a quelques années, « indigne » de diriger le pays.

Depuis son acquittement en première instance par les juges de la Cour pénale internationale (CPI) en janvier 2019, Laurent Gbagbo est en effet courtisé par ses anciens ennemis du PDCI. Attendu comme un sauveur par ses partisans les plus déterminés, il est à nouveau craint par un pouvoir qui redoute la force d'attraction que peut encore représenter l'ancien chef de l'Etat durant une campagne électorale.

« Une injustice plutôt qu'un désordre »

Mais quelles sont, à 75 ans et après plus de sept années passées en détention, ses intentions ? Reprendre un pouvoir qu'il prétend avoir perdu pour avoir refusé de se plier au « diktat de la France » ? Aider les ennemis de ses ennemis à faire chuter le régime actuel ? Réorganiser son parti divisé entre une branche qui lui a juré fidélité et une autre suspectée d'être téléguidée par le pouvoir ?
« Nous avons encore le temps. Le code électoral mentionne que les candidatures doivent être déposées soixante jours avant le scrutin. Mais pour que Laurent Gbagbo soit candidat, il faudra déjà que lui-même le décide » admet Franck Anderson Kouassi, le porte-parole du Front populaire ivoirien (FPI).
Si les sollicitations ne manquent pas pour celui qui s'est installé à Bruxelles après sa sortie de prison, son retour à Abidjan en vue de participer au scrutin paraît aujourd'hui compromis. Laurent Gbagbo a demandé par l'intermédiaire du greffe de la CPI à rentrer en Côte d'Ivoire. Sa requête, transmise le 10 juin, est jusqu'ici restée lettre morte.
Outre que la procureure de la CPI a fait appel de son acquittement, retardant encore l'épilogue judiciaire de son affaire, les autorités ivoiriennes ne semblent pas pressées d'accueillir un hôte aussi encombrant, condamné en 2018 à vingt ans de prison pour le « braquage » de l'agence nationale de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO).
Lui aussi condamné par la justice ivoirienne à vingt ans de prison, assortis ici de cinq ans d'inéligibilité, dans un procès qui avait tout d'un règlement de compte politique, Guillaume Soro aurait aimé incarner le renouvellement. Reste qu'à 48 ans, il est déjà une pièce largement usée sur l'échiquier politique ivoirien. Depuis vingt-cinq ans, l'ancien chef rebelle est passé de Laurent Gbagbo à Alassane Ouattara pour se rapprocher aujourd'hui d'Henri Konan Bédié.
Depuis son divorce avec le pouvoir actuel, son étoile a pali, des très proches se sont éloignés, plusieurs cadres de son mouvement dont quatre députés ont été arrêtés en décembre. Exilé à Paris, il peut méditer sur le fait que la traversée du désert est une étape obligée de l'élection ivoirienne. A l'exception de l'intermède putschiste de Robert Gueï (1999-2000), les trois derniers présidents de la Côte d'Ivoire ont connu le chemin de l'exil avant d'être portés à la tête de l'Etat.
Pour sa sortie, Alassane Ouattara, lui, semble s'en tenir à une ligne de conduite simple : protéger à tout prix son dauphin en reprenant à son compte une citation de Goethe abondamment utilisée par Félix Houphouët-Boigny : « Mieux vaut une injustice qu'un désordre. »

Cyril Bensimon

Sénégal : Réunion d'urgence de la Commission de Discipline de l'APR, sur ordre de Macky Sall

Ça promet de chauffer pour Cissé Lô ! Suite aux propos jugés d'une exceptionnelle gravité, tenus par leur camarade Moustapha Cissé Lô, la Commission de Discipline de l'APR va tenir une réunion d'urgence.
Réunion d'urgence de la Commission de Discipline de l'APR, sur ordre de Macky Sall : ça promet de chauffer pour Cissé Lô !
Un communiqué signé Seydou Guèye, le Porte-parole national, informe que le Président Macky Sall, Président de l'Alliance Pour la République, « a instruit la Commission de Discipline de l'Alliance Pour la République de se réunir dans les plus brefs délais, aux fins de statuer sur les mesures à prendre à l'endroit de ce camarade qui déshonore le parti et écorne l'image du Sénégal en Afrique, voire dans le monde entier ».
Rappelant les faits, il indique que c'est avec effroi et indignation, que le peuple sénégalais dans toutes ses composantes, a entendu les propos d'une exceptionnelle gravité, tenus par leur camarade Moustapha Cissé Lô, à l'endroit de plusieurs responsables de l'Alliance Pour la République et d'honnêtes citoyens.
« L'Alliance Pour la République condamne avec la plus grande fermeté, l'attitude de Moustapha Cissé Lô, dont les propos sont d'une tonalité d'une rare violence et empreints d'une indécence que récusent la morale et la bienséance sociale. Incontestablement, cela témoigne d'une inacceptable dérive et constitue une brutale agression contre la République, ses Institutions et nos valeurs sociales », a-t-il réagi.

Fédération malienne de football : Le cri de cœur du président Touré pour le football malien

C'est à la faveur d'un point de presse tenu le mardi 30 juin au siège du Conseil National du Patronat du Mali que le président de la fédération malienne de football (F2mafoot), Mamoutou Touré dit Bavieux a élucidé les hommes de media par rapport aux démarches entreprises en vue d'un possible redémarrage de la Ligue1, suspendue depuis le 17 mars dernier en raison des craintes liées à la maladie à coronavirus. Au cours de ce point de presse, le président Touré a lancé un cri de cœur en ce terme : "Aidez-nous à aider le football malien".

Suspendu le 17 mars dernier en raison de la maladie à coronavirus, le championnat national de football pourrait ne pas aller à son terme cette saison. Même si le Comité Exécutif de la Fédération malienne de football a émis ses vœux auprès des plus hautes autorités du pays de reprendre le championnat, les choses tardent à bouger.

L'on se rappelle, le Conseil supérieur de la Défense réunie le 17 mars dernier avait édicté des mesures barrières interdisant tous les regroupements de plus de 50 personnes. Ce qui avait amené le ministre de la Jeunesse et des Sports de fermer toutes les infrastructures sportives du pays jusqu'à nouvel ordre. Depuis les stades de football du pays restent toujours fermés.

"Aidez-nous à aider le football malien", c'est par ces propos que le président de la Fémafoot, Mamoutou Touré, dès l'entame de ce point de presse, a invité l'ensemble des acteurs du football malien à faire l'union sacrée au tour de ce sport.

Pour le président Touré, le dernier mot revient au Conseil supérieur de la Défense. "Nous avons écrit au Comité scientifique du Covid-19 par rapport à notre envie de reprendre le championnat national de football. Ce dernier nous a favorablement répondu tout en nous invitant à respecter les mesures barrières. Vu que les infrastructures sportives sont toujours fermées on ne peut pas dire que le redémarrage aura lieu tel jour. Mais le dernier mot revient au Conseil supérieur de la Défense. On attend plus que la réouverture des stades. Nous estimons que les conditions sont réunies pour que le championnat reprenne", a-t-il expliqué. Le président Touré va même très loin. "Faisons tout pour sauver la saison 2019-2020. Cela va dans l'intérêt du football malien. Ça nous fait plusieurs années que les saisons ne vont plus à leur terme. Et si jamais cela arrive cette saison on risque de ne pas avoir de représentant aux compétitions interclubs de la CAF l'année prochaine", prévient-il.

Concernant les relations de la Fémafoot avec le département des sports jugées tendues ces derniers jours par certains observateurs, Bavieux estime que tout se passe bien. "Nous n'avons aucun problème avec département des sports", a-t-il rassuré.

Enfin, le premier responsable de la Fémafoot a saisi l'occasion pour évoquer les fonds de solidarité que la Fifa entend allouer à ses associations membres. A ses dires, l'instance dirigeante du football mondial a déjà notifié à la Fémafoot l'arrivée d'un fonds d'urgence. "J'ai informé la presse de la réception d'une notification de la Fifa pour l'arrivée d'un Fonds d'urgence courant juillet afin de soutenir les acteurs du football en cette période de pandémie. Ce fonds viendra s'ajouter au fonds de solidarité mis à disposition par la Caf", a-t-il conclu.

Alassane CISSOUMA

Aigles dames du Mali : Yakaré change de club

L'US Orléans, club de deuxième division française, a officialisé ce lundi 29 juin l'arrivée de la Malienne Yakaré Niakaté en provenance de l'US Saint Malo. "L'US Orléans a le plaisir de vous annoncer que l'internationale malienne évoluant au poste de milieu défensif s'est engagée pour la saison 2020-2021 avec l'US Orléans ! Bienvenue , peut-on lire sur la page Facebook du club. La jeune joueuse de 23 ans qui a disputé la précédente CAN Féminine avec les Aigles Dames du Mali lors de laquelle elles ont atteint les demi-finales, va donc connaitre une nouvelle aventure dans sa carrière de footballeuse avec l'US Orléans. Dans la foulée de sa signature, l'internationale Aigle Dame a ainsi exprimé sa satisfaction "Nouvelle saison, nouveau club et nouvelles couleurs. Hâte de reprendre", a-t-elle dit.

« HOROSCOPE »

Bélier (21 mars - 19 avril)

Ne confiez pas vos ambitions auprès de collègues qui convoitent le même poste que vous. La rivalité tend l'ambiance au sein de votre service. Des remaniements sont possibles et chacun veut avoir la meilleure place. On peut vous convoquer à une réunion.

La Lune en Verseau vous inspire pour des idées créatives. Vous pourriez créer un meuble ou faire de la récupération. Peindre ou rénover vous plaisent tout en vous aidant à réaliser des économies. La stabilité matérielle se maintient grâce à des astuces.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Aujourd'hui, la prudence est de rigueur. Des tensions apparaissent avec quelques collègues, les reproches fusent. Personne ne veut assumer ses erreurs ni prendre ses responsabilités. Vous avez une carte à jouer, analysez la situation avant d'agir.

Vous pouvez décider de faire quelques achats sauf que vous devez jouer la prudence. Vivre au-dessus de vos moyens n'est pas une bonne solution. Aujourd'hui, faites-vous plaisir, mais modérément, sans abuser. Faites quelques réajustements si nécessaire.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les activités vous demandent de vous diversifier et de finir dans des délais brefs. Ne vous laissez pas attendrir par des collègues qui demandent de l'aide. Cette situation pourrait retarder votre productivité et vous pénaliser. Restez concentré sur vos fonctions.

Une atmosphère festive vous incite à dépenser sur des petites choses, mais la note risque d'être salée au final. Il est nécessaire de savoir dire non sur certaines dépenses, car elles ne valent pas la peine pour le moment et déséquilibrent votre compte.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous envisagerez très sérieusement de changer de travail. Vous avez l'impression d'avoir fait le tour de votre activité. Les réunions à rallonge dont rien ne sort vous fatiguent et vous donnent l'impression de ne plus être utile. Vous avez envie de fuir !

La pleine Lune met l'accent sur vos finances. En ce jour férié, ne vous laissez pas aller à la dépense. Pensez aux autres jours du mois et à la rentrée qui approche, d'autant plus que vous aurez la peur de manquer. Ne provoquez pas ce que vous craignez !

Lion (22 juillet - 23 août)

Des discussions avec un collaborateur peuvent donner des éclaircies sur votre avenir professionnel. Uranus en Taureau vous oblige à changer de cap et de bénéficier d'une aide très inattendue. Un poste dans la communication ou de création peut se présenter.

Mars en Lion vous rend très exigeant et actuellement vous n'aimez pas les articles bas de gamme. Dans la moindre dépense, vous pouvez craquer pour des produits liés au bien-être ou vouloir renouveler beaucoup de choses essentielles à votre épanouissement.

Vierge (23 août 23 septmbre)

On peut dire que vous avez le vent en poupe ces derniers temps, les propositions professionnelles s'enchaînent. Vous faites des émules au sein de votre entreprise, vos qualités et votre expérience sont reconnues. Votre réputation n'est plus à faire.

Lorsqu'il s'agit d'augmenter vos revenus, vous vous montrez particulièrement actif, toujours prêt à vous rendre utile. Vous avez des ambitions, pour réaliser vos objectifs vous pouvez déplacer des montagnes. Les finances sont au vert.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Le poste actuel peut vous donner le champ libre et plus d'autonomie. Cette atmosphère qui s'améliore vous fait plaisir et vous donne la possibilité de travailler dans de meilleures conditions. La journée est profitable pour faire diminuer le stress accumulé.

D'inévitables dépenses sont en cours et elles proviennent de votre train de vie avec une charge à régler. Faites attention à des frais qui ne seraient pas utiles, car vous pouvez en avoir beaucoup. Des concessions sur des loisirs semblent inévitables.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous suscitez une grande jalousie ! Vos compétences, votre cote de sympathie font des envieux qui ne se cachent pas et cherchent parfois à vous déstabiliser. Ne répondez pas à la provocation. Vous n'enlevez rien à personne. Vous êtes tout simplement doué !

Les planètes concernées ont tendance à vous pousser à la dépense excessive. À vous de gérer au mieux vos comptes de manière à vous faire plaisir, vous l'avez bien mérité, mais aussi de prévoir les sommes pour les charges courantes. Vous devriez y arriver !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Des hésitations et des doutes se bousculent dans vos pensées. Vous ne savez pas quel type de profession vous va le mieux, car un carrefour professionnel est arrivé. Des activités commerciales nouvelles peuvent vous inciter à prendre la parole en public.

Jupiter dans votre signe joue avec vos nerfs. Vous pourriez craquer sur des produits onéreux, qui habituellement n'entrent pas dans votre budget. Les achats peuvent concerner des articles de sport, de pêche, de loisirs ou encore un billet pour un voyage.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Mars vous confronte à des choix importants dans votre vie professionnelle. Pour trancher, vous devez garder la tête froide. Vous n'avez pas besoin d'être distrait par les conseils d'une tierce personne. Vous le lui faites savoir un peu brutalement.

Petit à petit vous réussissez à maîtriser vos finances, vous avez appris des erreurs que vous avez pu faire, vous mettez ces leçons à profit pour rebondir. Si vos enfants vous demandent de l'argent, vous entamez un dialogue, c'est donnant donnant.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Avec votre personnalité, vous attirez du monde spontanément et inspirez confiance. Des collaborateurs peuvent voir en vous, un futur leader pour le service. On compte complètement sur vos compétences. Le rendement peut être abondant dans la journée.

Préserver le budget à flot demande des concessions. Pourtant, les frais sont causés par des sorties et coups de coeur. Vous pourriez craquer pour un produit high-tech. Mais il est conseillé de vérifier les différents tarifs ou de différer vos achats.

Poisson (19 février - 21 mars)

Si vous travaillez aujourd'hui, vous en serez satisfait, car vous n'aurez pas à gérer les problèmes familiaux. Vous vous consacrerez à votre activité, qui représente votre vie propre et n'interfère avec personne d'autre. Vous vous sentirez libre !

Ne vous lancez pas dans une comptabilité complexe ! Certes, surveillez vos prélèvements et vérifiez vos tickets de caisse surtout dans le cas de nombreuses promotions qui sont rarement toutes enregistrées, mais n'en faites pas plus aujourd'hui.

Promo Modem 4G

Malitel
Proche de vous

29 000 FCFA

au lieu de ~~39 900F~~

- 25%

SPIRIT

5 Go offerts

Jusqu'au 30 juin 2020

Profitez du meilleur de l'Internet mobile pour v**os smartphones, tablettes et ordinateur**s avec une vitesse de connexion allant jusqu'à **150 Mbit/s.**

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700
www.malitel.ml
www.facebook.com/malitel.officiel